



HAL
open science

”Les jeux sont faits”. Le traitement médiatique des différents candidats à l’élection présidentielle de 2012 : analyse des interviews des grandes matinales de radio

Mathieu Cantorné

► **To cite this version:**

Mathieu Cantorné. ”Les jeux sont faits”. Le traitement médiatique des différents candidats à l’élection présidentielle de 2012 : analyse des interviews des grandes matinales de radio . Science politique. 2013. dumas-01080096

HAL Id: dumas-01080096

<https://dumas.ccsd.cnrs.fr/dumas-01080096>

Submitted on 4 Nov 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

« LES JEUX SONT FAITS »

*Le traitement médiatique des différents candidats à
l'élection présidentielle de 2012 : analyse des interviews des
grandes matinales de radio*

Master 2 Professionnel – Communication Politique et Sociale
Université Paris 1 – Panthéon Sorbonne

« LES JEUX SONT FAITS »

Le traitement médiatiques des différents candidats à l'élection présidentielle de 2012 : analyse des interviews des grandes matinales de radio

Mémoire de recherche réalisé entre le mois d'avril et octobre 2013, par Mathieu Cantorné, et sous la direction du Professeur Nicolas Hubé

La présente étude a pour objet le traitement médiatique des différents candidats à l'élection présidentielle de 2012, dans le cadre des interviews présidentielles des quatre grandes matinales de radio (France Inter, RTL, Europe 1 et RMC). Les passages des dix candidats ont tous eu lieu dans la période allant du lundi 9 avril au vendredi 20 avril 2012, soit les deux semaines dite de « campagne officielle », durant lesquelles les médias audiovisuels sont régis par la règle d'égalité stricte des temps de parole et des temps d'antenne.

SOMMAIRE

Introduction	5
→ <i>Sujet et problématique</i>	5
→ <i>Cadrage théorique</i>	7
→ <i>Méthodologie et hypothèses</i>	8
I) L'élection présidentielle de 2012	12
1) <u>Circonstances de l'élection</u>	12
<i>A/ Nombre et profils des candidats</i>	12
<i>B/ Le casse-tête du temps de parole</i>	16
2) <u>Principaux enjeux de l'élection présidentielle de 2012</u>	23
<i>A/ Enjeux mis en avant par les électeurs</i>	23
<i>B/ Enjeux les plus présents dans les médias</i>	28
<i>C/ Enjeux mis en avant par les candidats eux-mêmes</i>	33
II) Les différences de traitement entre candidats	39
1) <u>Résultats des analyses</u>	41
<i>A/ La vision des intervieweurs</i>	41
<i>B/ Répartition entre jeu et enjeux</i>	43
<i>C/ Les enjeux rattachés aux différents candidats</i>	49

2) <u>La construction de l'ethos du candidat</u>	53
<i>A/ Les vrais candidats</i>	53
<i>B/ Les arbitres</i>	55
<i>C/ Les extravagants</i>	56
Conclusion	60

INTRODUCTION

→Sujet et problématique

« Les campagnes électorales [...] constituent à la fois des moments privilégiés où sont réactivés et renégociés les loyautés politiques, les soutiens sociaux multiples des hommes et des organisations politiques ; et des conjonctures critiques où sont remis en jeu les critères de légitimité concurrents sur lesquels les candidats fondent leur prétention à représenter les électeurs, et donc les formes de l'éligibilité »¹. Signée Remi Lefebvre, cette citation a le mérite de mettre en lumière l'importance des enjeux qui se jouent lors de l'élection dans les démocraties représentatives, véritable temps fort de la vie démocratique tant pour les acteurs politiques que pour les électeurs. Dans le cadre de la campagne électorale, les partis et personnalités politiques renouvellent et présentent leur offre politique à des électeurs sommés de trancher entre ces offres concurrentes, selon plusieurs critères d'évaluation. Ainsi, les acteurs politiques engagés dans une campagne tentent de véhiculer un double message. D'une part, ils présentent leur offre politique à proprement parler ; et d'autre part, ils tentent d'imposer, de suggérer ou d'actualiser les critères d'évaluation pertinents pour juger de l'offre politique globale (la leur et celle de leurs concurrents). En ce sens, il semble bon de reprendre l'expression de « *surchauffe symbolique* »², utilisée par Jacques Gerstlé pour définir la campagne électorale, en ce sens où s'affrontent plusieurs définitions de la situation politique.

En France, l'élection présidentielle s'est progressivement imposée comme l'élection reine, moment fort et hautement structurant du jeu politique national. Et ce tant en terme de visibilité pour les partis (même les plus minoritaires), de couverture médiatique de l'événement, que de mobilisation des électeurs (87%³ des français inscrits sur les listes électorales ont voté à au moins l'un des deux tours de l'élection présidentielle de 2012). Caractère présidentiel des institutions de la Vème République,

¹ LEFEBVRE Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », in : COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.406

² GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.121

³ Chiffres de l'INSEE, consultables à cette adresse :

http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref_id=ip1411

personnalisation du jeu politique, bipolarisation du système des partis ; nombreux sont les facteurs à avoir engendré telle situation : la campagne présidentielle est un enjeu majeur pour les acteurs politiques et une échéance particulièrement importante pour les électeurs. En ce qu'elle donne à voir des personnalités et partis politiques souvent absents du champ politique et médiatique hors période d'élection, la campagne présidentielle peut également être conçue comme le moment où le pluralisme démocratique trouve son expression la plus aboutie (du moins en théorie). Que ce soit en terme de financement des partis, de moyens de campagne ou de temps de parole, de nombreuses règles viennent encadrer les pratiques des partis, dans l'objectif d'offrir une sorte d'égalité des chances aux différents candidats.

Mais en dépit de ces règles, à chaque élection présidentielle, plusieurs candidats déplorent une inégalité de traitement dans les médias qui, in fine, leur enlèverait toute chance de prétendre à la victoire, ou même l'accès au second tour. S'il est vrai qu'en période d'équité des temps de parole, ils sont nécessairement moins présents dans les médias de par leur moindre représentativité, ces « petits » candidats comme les appellent les médias, bénéficient pourtant de la même exposition médiatique durant la période dite de « campagne officielle », les deux semaines avant le premier tour, régie par la règle de stricte égalité des temps de parole et des temps d'antenne. Mais même durant cette période d'égalité théorique, quand ces « petits » candidats sont invités sur les plateaux de télévision ou dans les studios de radio, ils émettent des critiques sur la façon dont ils sont reçus. Moqués ou interrogés sur des points anecdotiques, ils estiment ne pas être en mesure de délivrer leurs messages dans des conditions similaires à celles rencontrées par les candidats de partis plus installés, PS et UMP en tête. Et la faute d'être rejetée sur les journalistes politiques, qui adopteraient des attitudes et des pratiques différentes en fonction des candidats interrogés. Notamment lors de l'exercice de l'interview, en télévision ou en radio. Nicolas Dupont-Aignan se plaint d'avoir été « méprisé »⁴ par Jean-Michel Apathie sur le plateau du Grand Journal de Canal+ en janvier 2012, Eva Joly dénonce le mépris de classe des journalistes politiques, Jacques

⁴ Propos de Nicolas Dupont-Aignan rapportés par un article du Huffington Post, daté du 14 avril 2013 et consultable à cette adresse : http://www.huffingtonpost.fr/2012/04/14/dupont-aignan-critique-denisot-aphatie_n_1425252.html

Cheminade dénonce « *une fatwa* »⁵ qu’auraient prononcé à son encontre l’ensemble du monde politico-médiatique ; la récurrence de ces critiques pose question. Les « petits » candidats bénéficieraient-ils vraiment d’un traitement défavorable dans les médias, et plus particulièrement les médias audiovisuels ? Les interviewers politiques auraient-ils vraiment tendance à agir différemment selon qu’ils soient face à un « petit » ou à un « gros » candidat ? Et s’il agissait différemment, quelles seraient les différences entre ces modes de traitement ?

Partant du constat que, par son rôle de questionneur, le journaliste politique est le plus à même d’orienter et d’influer sur les conditions d’expression du candidat lors de l’interview, la recherche s’attachera principalement à étudier le rôle et les pratiques des journalistes politiques en situation d’interviews avec des candidats à l’élection présidentielle. Se faisant, la recherche s’attachera également à esquisser une première présentation des conséquences que peuvent avoir ces pratiques sur les candidats, leur communication, ainsi que la construction de leur ethos.

→ *Cadrage théorique*

Selon Jacques Gerstlé, « *on est [...] conduit à considérer la campagne comme une structure de jeu caractérisée par du conflit, de la coopération ou des relations mixtes qui produisent aussi des effets de composition maîtrisés par aucun des compétiteurs. Ce dernier point est d’autant plus sensible qu’on évalue les effets d’une campagne non seulement en terme de résultats électoraux immédiats, mais aussi en terme de redéfinition d’une situation politique, c’est-à-dire sur un plan symbolique* »⁶. S’il met parfaitement bien en lumière l’importance de l’interactivité et la dimension symbolique de la campagne électorale, cette citation mérite néanmoins deux précisions dans le cadre de l’étude que nous allons mener.

Tout d’abord, quand on parle de « *redéfinition d’une situation politique [...] sur un plan symbolique* », cela ne concerne pas que les enjeux de politique publique (chômage, sécurité, impôts...). Il faut également prendre en compte le travail symbolique mené sur

⁵ Propos de Jacques Cheminade dans une interview donnée à la Revue Médias (proche de l’extrême droite) au printemps 2012, consultable à cette adresse : <http://www.revue-medias.com/jacques-cheminade-le-mouton-noir,807.html>

⁶ GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.121

la personnalité même du candidat, sa stature, ses capacités à endosser le rôle du président tel qu'il a été construit lors de la campagne, ses chances même de gagner ou sa légitimité à participer au concours. Autrement dit, lors d'une campagne présidentielle, les acteurs tendent, en même temps qu'ils expriment des idées, à véhiculer une image, une stature, un type de personnalité. En même temps, ils s'expriment aussi sur l'image, la stature, le type de personnalités des autres acteurs. Ensuite, si l'on considère que la campagne est une « *structure de jeu caractérisée par du conflit, de la coopération ou des relations mixtes* », il faut prendre en compte le rôle des médias dans la structure du jeu, et ne pas limiter l'étude à la communication et aux coups des candidats.

En effet, les études sur les effets des médias tendent à prouver que, particulièrement en période de campagne, l'information véhiculée par les médias a des effets, indirects pour la plupart, sur les récepteurs. Les principaux effets mis en lumière par la recherche sont l'effet d'agenda, compris comme « *focalisation de l'attention publique* »⁷ sur un enjeu particulier ; l'effet d'amorçage, compris comme « *altération des critères d'évaluation des objets politiques* »⁸, objets politiques dont font partie les candidats à l'élection présidentielle ; et l'effet de cadrage, compris comme « *biais d'accessibilité qui sont produits par la présentation de l'objet* »⁹. On peut donc émettre l'hypothèse que la façon dont les interviewers politiques présentent leurs interlocuteurs a des conséquences importantes sur la façon dont les auditeurs les perçoivent, ce qui pourrait tendre à accréditer les critiques émises par les petits candidats.

Employée par Jacques Gerstlé, la notion de cadrage discriminant semble particulièrement adaptée à l'étude que nous allons mener. L'idée est que dans les médias, les « *candidats ne sont pas ramenés aux mêmes considérations, ne sont pas associés au même enjeu, bref ne sont pas regardés avec les mêmes yeux* »¹⁰. Le cadrage peut, sans même l'exprimer explicitement, légitimer ou délégitimer les candidats à l'élection.

⁷ GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.129

⁸*Ibid.*

⁹*Ibid.*

¹⁰ GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2011, p.132

→ *Méthodologie et hypothèses*

Partant de la problématique énoncée en début d'introduction, cinq hypothèses ont été établies. L'hypothèse principale est que selon que le journaliste politique soit face à un « petit » ou un « gros » candidat, les thèmes des questions varient significativement. Les candidats ne sont pas renvoyés aux mêmes enjeux et aux mêmes considérations, ce qui contribue à altérer ou pas leur message, et à construire des ethoses présidentiels différents. De là découle une seconde hypothèse : les journalistes politiques tendent à interroger les candidats dominants sur les thèmes qui « font l'actualité » - pour la campagne 2012 : principalement la crise de l'euro, la crise de la dette et la microéconomie - ainsi que les principaux axes de leurs programmes. En miroir, la troisième hypothèse est que les journalistes politiques tendent à interroger les petits candidats quasi exclusivement sur leurs programmes, et souvent sur les points les plus saillants, ceux qui les démarquent le plus des autres candidats, et qui tendent aussi, de fait, à les marginaliser.

La quatrième hypothèse concerne le jeu : les « gros » candidats ont d'autant plus le temps de véhiculer leurs messages qu'ils sont principalement interrogés sur leurs programmes et leurs stratégies. De fait, les candidats dominés bénéficient de moins de temps puisqu'une partie du temps de parole est réservée à des questions sur leurs futurs désistements, leurs alliances, et, parfois, leurs raisons d'être. Enfin, la cinquième hypothèse postule que les candidats dominés ont d'autant moins de temps pour exposer leurs programmes qu'ils sont souvent ramenés au rôle de commentateur, étant interrogé sur les programmes et déclarations des autres candidats plutôt que sur leurs propres propositions.

Pour parvenir à valider ou invalider ces cinq hypothèses, la recherche étudiera les différents enjeux et autres sujets abordés lors de l'interview, ainsi que la manière d'aborder ces sujets, mais aussi la relation qui se construit entre les intervenants. Concernant les différents sujets de discussion, les interviews sont minutées en fonction de chaque thème abordé. À titre d'exemple, les principaux thèmes sont l'Europe, le logement, l'éducation, la crise de la dette mais aussi les alliances, éventuels désistements, etc. Il sera ainsi possible de comparer le temps consacré à chaque enjeu par les différents candidats, mais aussi la répartition entre la discussion sur les enjeux et la discussion sur le jeu. Par la suite le contenu du message véhiculé par

le candidat sur les enjeux pourra être mis en relation avec les thèmes d'actualités mis en avant à la même période par les électeurs dans les sondages, par les médias ainsi que par les candidats eux-mêmes dans leur communication officielle. En ce qui concerne la manière d'aborder ces thèmes, le minutage distinguera également le temps passé par les candidats à exposer leur programme de celui passé à commenter le programme et les déclarations des autres candidats. Enfin, il convient de préciser que le minutage de l'interview prend en compte l'intégralité de la discussion entre journaliste et candidat et pas uniquement la parole du candidat, car la situation d'interview est prise comme une interaction entre deux acteurs se partageant le temps de parole.

La recherche se focalisera uniquement sur les interviews des quatre grandes matinales radio : France Inter, Europe 1, RTL et RMC. Le choix de se concentrer sur la radio, alors que la recherche aurait pu porter également sur la télévision a été décidé en raison de contraintes de temps et de cohérence. Il aurait été trop long de prendre, pour chaque candidat, les interviews des grandes radios et les interviews télévisées. Et en terme de cohérence, il a semblé plus avisé de se concentrer sur un seul média que de sélectionner quelques interviews de radio et quelques interviews de télévision. Le choix s'est porté sur la radio en raison de son audience : les matinales des quatre principales stations rassemblent près de douze millions d'auditeurs cumulés chaque matin au premier trimestre 2012¹¹. Les séquences des questions des auditeurs ont également été étudiées, partant du principe que même si les questions sont posées par des auditeurs, le travail de sélection des questions par la rédaction peut aussi être matière à discrimination positive ou négative entre les candidats. En revanche, ces séquences n'étaient disponibles que pour RTL, France Inter et Europe 1.

Enfin, des entretiens ont également été menés avec deux interviewers politiques. Sachant qu'il s'agit d'un nombre peu élevé et donc peu représentatif, l'utilisation des entretiens pourra venir illustrer un résultat obtenu par l'étude quantitative des interviews mais pas accréditer une hypothèse. Les propos recueillis et présentés ne prétendent donc aucunement à l'exhaustivité.

¹¹ Chiffres de l'institut Médiamétrie rapportés par un article du site Ozap, publié le 4 avril 2012 et consultable à cette adresse : <http://www.ozap.com/actu/audiences-radio-le-match-des-matinales/440474>

La réponse à la problématique posée en introduction viendra d'une étude en deux parties. Dans un premier temps, la recherche s'attachera à mettre en lumière les conditions entourant l'élection présidentielle de 2012, afin de mettre en perspective les résultats recueillis sur les sujets abordés en interviews. Ainsi, sera étudié le nombre, le profil et la distribution des candidats, mais aussi les circonstances particulières de cette élection autour de la question de l'égalité des temps de parole, dénoncée par les médias et la bipolarisation dénoncée par les candidats. Seront également étudiés les différents enjeux de l'élection de 2012, qu'il s'agisse de ceux mis en avant par les électeurs par le biais des sondages, ceux mis en avant par les informations des médias ou de ceux mis en avant par les candidats eux-mêmes dans leurs programmes. Dans un second temps, la recherche s'attachera à interpréter les résultats obtenus suite à l'étude des interviews. Seront étudiés la répartition entre le jeu et les enjeux, les différents enjeux abordés selon les candidats ou encore la place laissée par l'interviewer à la communication officielle. Puis sera étudiée la construction de l'ethos du candidat dans le cadre de l'interaction qui se joue lors de l'interview.

I) L'élection présidentielle de 2012

Dans un premier temps, il s'agira, au sein de cette première grande partie, d'établir le cadre de l'étude, en mettant en lumière différentes caractéristiques de l'élection présidentielle de 2012. Nous étudierons ces caractéristiques de manière factuelle, tout en étudiant comment elles ont été perçues par les journalistes politiques en poste à ce moment là. Dans la problématique qui nous intéresse ici, il a semblé pertinent d'étudier le nombre de candidats et leurs profils, ainsi que les circonstances particulières de l'élection de 2012, notamment autour de la question de la stricte égalité des temps de parole, qui a suscité une véritable fronde des rédactions et journalistes, ainsi que la dénonciation de la bipolarisation du traitement médiatique par les petits candidats. Dans un second temps, nous tenterons d'identifier les thèmes majeurs de cette élection présidentielle, au travers des enjeux mis en avant par les électeurs dans les sondages, les enjeux les plus présents dans les médias dans les deux dernières semaines avant l'élection, ainsi que les enjeux mis en avant par les candidats eux-mêmes dans leurs programmes.

1) Circonstances de l'élection

Sur bien des aspects, dans le cadre de la problématique qui nous intéresse, l'élection présidentielle de 2012 semble avoir été une élection particulière. Tant en terme du faible nombre de candidats que de leurs profils, parfois atypiques, qu'en terme d'approche de la campagne par les médias.

A/ Nombre et profils des candidats

→ Un petit nombre de candidats

Avec dix candidats disposant des 500 signatures nécessaires pour se présenter, l'élection présidentielle de 2012 s'inscrit plutôt, en nombre de candidats, dans la

moyenne basse des élections présidentielles de la Vème République¹², mais marque une rupture avec les deux élections précédentes. En effet, douze candidats s'affrontaient lors de l'élection présidentielle de 2012, ils étaient seize en 2002. Dans le cadre de la problématique qui nous intéresse ici, l'on pourrait être amené à penser que ce faible nombre de candidats faciliterait le travail des médias dans l'application des règles d'équité et d'égalité. De plus, dans les deux entretiens menés, les journalistes politiques expriment une préférence pour un nombre réduit de candidats. Ainsi de Christophe Barbier, qui livre sa vision de ce que serait une campagne présidentielle idéale :

« Mais pour faire ça il faut pas avoir quinze candidats. Il faudrait qu'il y en ait cinq ou six. Et pour qu'il y en ait cinq ou six, il faut monter le nombre de signatures. Il faut un minimum de 1.000 signatures. Si on est pas capable d'avoir 1.000 élus... Y a quand même 500.000 élus en France... Y en a environ 200.000 ou 140.000 qui peuvent signer c'est à vérifier. Si vous en avez pas 1.000 c'est que vous représentez pas... C'est pas suffisant. »

Ce faible nombre de candidats semble cependant être encore trop important pour les journalistes politiques. Ainsi, il est intéressant de constater que quand on interroge Frédéric Haziza sur ce qu'il pense de la règle de la stricte égalité des temps de parole il explique qu'il *« y avait une quinzaine de candidats si je ne me trompe pas et c'est très compliqué d'équilibrer »*. Une telle surestimation du nombre de candidats (50% en plus), de la part d'un interviewer politique ayant eu à tous les interroger dans le cadre de son métier, et concernant une élection qui s'est déroulée il y a à peine plus d'un an peut être interpréter comme l'expression d'une colère face à, dans tous les cas, qu'ils soient 10 ou 15, un trop grand nombre de candidats.

¹² 12 candidats en 2007, 16 en 2002, 9 en 1995, 9 en 1988, 10 en 1981, 12 en 1974, 6 et 7 en 1965 et 1969, qui nous ont cependant semblée devoir être traitées à part, puisqu'elles peuvent être légitimement considérées comme des élections s'inscrivant dans une phase de « rodage » dans institutions de la Vème République.

→ Un fort renouvellement des candidats

L'élection présidentielle de 2012 a été marquée, en comparaison avec les élections précédentes, par un fort taux de renouvellement des candidats. Et notamment des petits candidats et candidats intermédiaires. Nous émettrons ici plusieurs hypothèses quant aux raisons qui pourraient expliquer une attention différentielle des médias sur les 10 candidats à l'élection.

Trois candidats peuvent être considérés comme bien établis dans le champ politique national, bénéficiant ainsi d'une forte couverture médiatique assortie d'une forte crédibilité. Nicolas Sarkozy, autant par sa position de Président sortant que de son statut de candidat du premier parti de droite. François Hollande jouit du statut de candidat du premier parti de gauche, dont il a été longtemps premier secrétaire, et profite également d'une certaine légitimité acquise lors de la primaire socialiste, dont il « *sort très populaire* » note Christophe Barbier. Enfin, François Bayrou jouit également d'un statut de candidat établi, d'une part parce qu'il est candidat à l'élection présidentielle pour la troisième fois consécutive, d'autre part parce que lors de l'élection de 2007, il a joué le rôle de « troisième homme » avec un score de plus de 18%, menaçant même de dépasser la candidate socialiste à un moment de la campagne.

Deux candidats bénéficient également d'un statut particulier : Marine Le Pen et Jean-Luc Mélenchon. Marine Le Pen bénéficie de la notoriété de son père, et des fortes intentions de vote en faveur du Front national, parti bien installé dans la vie politique française. Mais elle est également une « nouvelle » candidate, qui se présente pour la première fois. Plutôt jeune pour une candidate à l'élection présidentielle, candidate femme d'un parti souvent considéré comme conservateur et pas nécessairement rompu au combat féministe, incarnation du renouvellement du FN tant au niveau de l'image que du discours... Autant de raisons qui peuvent avoir concouru à attirer l'attention des médias sur sa candidature. De même, Jean-Luc Mélenchon est un « nouveau » candidat, en dépit d'un parcours politique s'inscrivant dans le temps long. Il bénéficie également d'importantes intentions de vote tout au long de la campagne, et d'un capital médiatique assuré par son statut de « grande gueule », comme l'exprime Christophe Barbier quand il parle des événements marquants de la dernière campagne : « *Et puis Mélenchon, dans tous ses états. C'est à dire le Mélenchon très inspiré* ». Ces cinq candidats bénéficient tous, à des degrés différents, d'une couverture médiatique importante. Ce qu'on perçoit très bien dans ces propos de Christophe Barbier :

« Dans la cours des grands, en l'occurrence, la dernière fois : Bayrou, Le Pen, Mélenchon, Hollande, Sarkozy, là il y a un changement de nature. [...] Regardez toutes les présidentielles de la Vème République. Pratiquement tous les candidats ont été au dessus de 14, ou en dessous de 7. Il y a quelques exceptions, la dernière fois Mélenchon à fait 11, Bayrou a fait 9. Une fois Robert Hue avait fait 8 ou 9 je crois. Mais dans la plupart des scrutins, le peuple trie les tous petits, on vote pour s'amuser ou parce qu'on l'aime bien mais ils comptent pas. Et ceux à qui on donne la chance de se qualifier pour la finale. Là vous avez des scores entre 14 et 25 ou 30 selon les années. Mitterrand, Giscard, Marchais à l'époque, Marine Le Pen, Mélenchon, Bayrou. Et ça le peuple a du flair la dessus. Et nous, dans les médias on sait très bien qu'il y a ceux qui jouent la victoire, ils sont deux généralement, et ceux qui jouent la place en finale, ces deux là plus trois ou quatre autres. Et ça permet de dire quel est le casting autour duquel nous on doit focaliser notre attention. »

Face à ces cinq candidats, bénéficiant d'une importante couverture médiatique pour différentes raisons, il y a les cinq autres candidats, les « petits ». Et parmi ces cinq petits, quatre sont des « nouveaux » candidats, ce qui a pu tendre à jouer encore un plus en leur défaveur, autant en terme de couverture médiatique que de crédibilité. Ainsi, Eva Joly, Nathalie Arthaud, Philippe Poutou et Nicolas Dupont-Aignan se présentent pour la première fois. Jacques Cheminade se présente pour la seconde fois, mais sa première candidature remonte à 1995. Nathalie Arthaud par exemple, se présente à la place d'Arlette Laguiller, qui avait cumulé pas moins de six candidatures. De même Philippe Poutou prend la suite de Nicolas Besancenot, qui s'est présenté à deux reprises. Ainsi, comme le relève Christophe Barbier, la plupart sont inexpérimentés, ce qui peut changer la façon dont se déroule l'interaction avec le journaliste :

« Bah les petits candidats ils sont inexpérimentés. Donc ils font des bêtises, ils sont spontanés, ils peuvent dire, comme Poutou à la dernière présidentielle : « j'aimerais bien que ça se termine, j'en ai marre, j'ai envie de voir mes copains ». Des choses qui sont à la fois touchantes, et ridicules. Ils sont plus fragiles, moins bien entourés, moins bien préparés. Donc ils peuvent faire de grosses erreurs. C'est arrivé une ou eux fois à Eva Joly, de dire des choses et de devoir revenir en arrière. Et puis ils ont

en eux, pour certains, le quart d'heure d'Andy Warhol. Voilà, ils vont être très célèbres pendant trois semaines, un mois, et puis plus rien. »

Parmi ces cinq candidats, il convient de faire une distinction supplémentaire. Ainsi, Eva Joly et Nicolas Dupont-Aignan, pour n'en être tous les deux qu'à leur première campagne présidentielle, sont néanmoins respectivement députée européenne et député-maire. A l'inverse, Nathalie Arthaud et Philippe Poutou ne disposent d'aucun mandat, et sont respectivement enseignante et ouvrier dans la vie de tous les jours. Jacques Cheminade ne dispose pas non plus d'un mandat électif, mais vit quand même de la politique, grâce à la fonction de président du parti Solidarité & Progrès.

B/ Le casse-tête du temps de parole

→ La polémique autour des règles encadrant le temps de parole

En période de campagne, Le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel a pour mission d'encadrer la répartition du temps de parole et du temps d'antenne entre les différents candidats. Et ce dans le but d'offrir une sorte « d'égalité des chances » à tous les candidats, car « *dans l'idéal démocratique, les campagnes sont [...] pensées comme la confrontation raisonnée des visions du monde et des conceptions de l'intérêt général qui présupposent le caractère évolutif des opinions* »¹³, comme l'écrit Rémi Lefebvre.

Ces règles peuvent varier selon les élections. En 2007 déjà, les médias s'étaient plaints de ces règles auprès du CSA, arguant que la campagne commençait « trop tôt »¹⁴ (le 1^{er} décembre 2006). Le CSA avait d'ailleurs pointé lui-même la "complexité" du système dans son rapport post-électoral, et demandé de limiter cette période aux deux semaines précédant la campagne électorale : « *L'extension de l'application du principe d'égalité des temps de parole à cinq semaines avant le premier tour, au lieu de deux*

¹³ LEFEBVRE Rémi, « Le travail de mobilisation électorale », in : COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe, *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009, p.406

¹⁴ Propos rapportés dans un article du Monde.fr, daté du 19 novembre 2011 et consultable à cette adresse : http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/12/19/temps-de-parole-le-csa-expose-les-regles-aux-candidats_1620645_823448.html

semaines en 2002, a suscité des contraintes éditoriales parfois difficiles à surmonter »¹⁵. En 2012, le CSA a donc décidé de n'appliquer la règle qu'à partir du 1^{er} Janvier, mais en conservant la répartition en trois temps appliquée en 2007. Du 1^{er} janvier au 19 mars, date de dépôt des 500 signatures, les médias devaient respecter la règle d'équité des temps de parole et des temps d'antenne des candidats déclarés ou présumés, principalement en fonction de leur représentativité. Le CSA explique alors que ce laps de temps est « *le plus important pour les petits partis pour obtenir les 500 parrainage* »¹⁶. Du 19 mars au 9 avril, les médias devaient respecter la règle de l'égalité des temps de parole et l'équité des tant d'antennes pour tous les candidats disposant des 500 signatures. Enfin, du 9 avril au 6 mai, les candidats devaient disposer de l'égalité des temps de parole et des temps d'antenne.

Dès le 9 février 2012, neuf dirigeants de grands médias audiovisuels (RTL, France Inter, France Bleu, France Info, France Culture, Europe 1, RMC, BFM Businesset BFM TV) se sont regroupés pour envoyer un courrier au CSA, demandant l'assouplissement de la règle d'égalité du temps de parole. Ils écrivent alors qu'elle « *prive téléspectateurs et auditeurs d'émissions de fond et empêche tout débat avec les candidats qui ont des chances d'accéder au second tour, alors qu'une campagne officielle sur les chaînes de radios et de télévisions publiques assure déjà l'égalité entre tous les candidats* »¹⁷, ajoutant que telle règle n'est appliquée dans aucun autre pays européen. De même les deux journalistes interrogés ont une opinion très défavorable sur ces règles. Ainsi de Frédéric Haziza :

« Eh bien c'est ce qui nous a conduit à devoir inviter tout le monde. Donc heu... Ce qu'il s'est passé c'est qu'on a pris tous les candidats ou leurs représentants, je crois qu'il n'y a que Sarkozy qui est pas venu. Sarkozy je l'ai eu à Radio J mais pas ici. Donc on... En fait on avait deux invités par émission mais ça... Enfin bref pour le

¹⁵ Ecrits rapportés dans un article de TéléObs.com, daté du 9 février 2012 et consultable à cette adresse : <http://teleobs.nouvelobs.com/actualites/20130417.OBS1936/temps-de-parole-neuf-medias-se-plaignent-au-conseil-constitutionnel.html>

¹⁶ Propos rapportés dans un article du Monde.fr, daté du 19 novembre 2011 et consultable à cette adresse : http://www.lemonde.fr/politique/article/2011/12/19/temps-de-parole-le-csa-expose-les-regles-aux-candidats_1620645_823448.html

¹⁷ Ecrits rapportés dans un article de TéléObs.com, daté du 9 février 2012 et consultable à cette adresse : <http://teleobs.nouvelobs.com/actualites/20130417.OBS1936/temps-de-parole-neuf-medias-se-plaignent-au-conseil-constitutionnel.html>

passage d'antenne c'est très compliqué quoi. [...] On est obligés, sur deux ou trois semaines, de prendre tout le monde. Et c'est très compliqué. Il y avait une quinzaine de candidats si je ne me trompe pas et c'est très compliqué d'équilibrer. [...] L'égalité totale c'est un non-sens.

Qu'est ce que vous pensez qu'il faudrait faire du coup ?

En fonction de la représentativité.

Donc c'est pas uniquement l'aspect technique ?

Bah non, il y a la représentativité oui. Le problème technique c'est notamment... Enfin en radio c'est encore pire qu'ici. Quand vous passez un candidat une minute... Quand vous passez Sarkozy une minute faut passer Cheminade une minute, c'est très compliqué. Ca veut dire que la campagne... Y a plus de campagne.

C'est à dire ?

Ça veut dire qu'il y a plus d'analyse c'est uniquement des sons mais sans analyse parce que vous êtes obligés de tronçonner les flashes d'info des journaux. »

On retrouve également le même type de propos chez Christophe Barbier, mais qui axe ses critiques moins sur l'aspect technique que sur l'inutilité de donner du temps à certains candidats :

« C'est une règle stupide. Il faudrait changer complètement cette règle. Elle a déjà un tout petit peu évolué sur le calendrier. On nous demande d'abord l'équité. Qu'est ce que ça veut dire ? Pour ceux qui veulent être candidats, qui disent qu'ils veulent, avant les 500 signatures. Oui mais il y a des farfelus, il y a des sectes, il y a des gens dangereux. Donc on est obligés nous, journalistes, d'éliminer. Les gens qui disent « je suis candidat », type Nicolas Miguet, qui est quand même pas mal, ou ceux qui font du vol yogique, un truc vaguement bouddhique, qui a chaque fois essayent de se présenter. Le parti de l'élan naturel ou un truc comme ça. Donc c'est des escrocs, qui

profitent de ça pour essayer de se faire de la pub. Donc cela nous arrivons à les éliminer nous, mais en violant la loi ! C'est à dire que s'ils portaient plainte, le CSA serait bien emmerdé. Mais d'autorité moi je dis : « je ne recevrai pas ces gens là. C'est pas possible ». Pour pas être manipulé. Ensuite il y a une deuxième période qui est le temps entre les 500 signatures et le début de la campagne officielle. Donc là on est sensés avoir une égalité de traitement au sens où on doit donner le temps mais pas forcément les mêmes fenêtres d'exposition. Donc là on arrive dans un deuxième temps ridicule où vous avez, à 2h du matin, des chaines qui retransmettent en différé le meeting de Poutou ou de Nicolas Dupont-Aignan. Pour dire « ah vous voyez on a fait 2h ». Parce qu'à 7h du matin, en prime time, on invite les gros. Puis enfin il y a le temps de la campagne officielle, où là, on invite tout le monde à égalité. Et là c'est un troisième temps ridicule, puisque ceux qui vont peut être gagner, les 3 ou 4 qui comptent, on le même temps que ceux qui ne représentent rien et qui n'auront pas de voix, qui n'auront pas de députés, qui n'existeront pas dans les 5 ans qui viennent. Donc on oblige les médias à se prêter à ses trois simulacres, à ces trois forfaitures. D'abord les vrais faux candidats, les escrocs qu'il faudrait traiter avec équité, ensuite les candidats qui ont les 500 signatures mais qu'on planque parce qu'on veut pas leur donner le même temps de parole que les gros. Puis après tout le monde va être au même niveau et là, la campagne n'intéresse plus personne. Si quand j'allume ma télé j'ai 15 minutes de Poutou ça m'intéresse pas. Ça correspond à la même ringardise que les spots officiels où les candidats n'ont pas le droit de... Alors maintenant c'est un peu assoupli mais avant ils avaient pas le droit de faire les spots en dehors des studios de Radio France, pas le droit de cadrer différemment, c'était soviétique, la RDA ! Ça bouge un peu mais pas assez. Moi ce que je préconise, c'est qu'on ait juste que avant les 500 signatures on ait aucune réglée, les médias font ce qu'ils veulent. Si les candidats sérieux ont des plaintes, ils les transmettent au CSA et là, le CSA dit « C'est vrai c'est un candidat sérieux, vous l'avez pas invité », et on admoneste. Que dans la période entre les 500 signatures et la campagne officielle ont ait une liberté... Une obligation d'inviter tout le monde mais une liberté de le faire au pro rata des intentions de vote. Car les intentions de vote sont sérieuses. Alors les candidats vont dire « oui mais je suis à 4%, vous me donnez 4% du temps je vais jamais passer à 5 ou à 6 ». C'est faux. Mélenchon, n'étant pas tellement invité, il a flambé. Après il a

été beaucoup invité. Bayrou en 2007, qui était invité plutôt faiblement, hop il a explosé et il a été invité. Donc l'exposition dans les médias n'est qu'une des clés de la progression dans les sondages, c'est ce qu'on dit qui compte. Parfois sur 5 minutes les gens disent « lui il a raison ». Bayrou en 2002, la gifle. 30 secondes de télé à Strasbourg à la fin, il prend 4 points dans les sondages ? Donc c'est pas la quantité de médias qui compte c'est ce qu'ils en font. Donc Poutou, en 3 minutes à Europe 1, il peut faire un truc formidable et prendre 4 points dans les sondages. Donc à eux d'être bons. »

Il ressort donc de ces deux passages une absence totale d'adhésion, que ce soit sur le plan technique ou sur le plan institutionnel, avec les règles d'égalité du temps de parole, que ce soient de la part des journalistes ou des patrons de chaînes.

→ La grogne des petits candidats

Si les acteurs des médias se plaignent de la rigidité des règles encadrant le temps de parole, à l'inverse, la plupart des petits candidats se sont insurgés, lors de la dernière campagne présidentielle, contre ce qu'il considérait être une inégalité de traitement médiatique, temps en terme de temps de parole que de qualité de ce temps de parole. Ainsi le 1^{er} mars 2012 sur LCI, Nicolas Dupont-Aignan dénonce la « bipolarisation folle »¹⁸ de l'attention des médias :

« On dit qu'il y a les grands, et qu'il ya les petits. Comme si on voulait voler le premier tour de l'élection présidentielle. [...] Deux tiers des intentions de vote de Hollande sont des gens qui ne veulent pas de Sarkozy et deux tiers des intentions de vote de Sarkozy sont des gens qui ne veulent pas de Hollande. Qu'est ce que ca veut dire ? Ca veut dire que si on passait pas la journée à leur mettre dans la tête qu'il n'y a que Hollande et Sarkozy au deuxième tour, ils seraient à égalité avec les autres. »

¹⁸ Interview de Nicolas Dupont-Aignan sur LCI le 1^{er} mars 2012. Extrait consultable à cette adresse : <http://videos.tf1.fr/infos/elections-presidentielles/dupont-aignan-defend-les-petits-candidats-7026806.html>

D'autres propos du candidat de Debout la République illustrent bien le rapport qui peut se nouer entre grands médias et certains petits candidats à l'élection présidentielle. Ainsi, interrogé sur le fait d'avoir l'impression d'être mal traité par les médias, Nicolas Dupont-Aignan répond :

« Par certains, oui. Je n'ai eu que quatre secondes sur TF1 en 2011, par exemple. C'est-à-dire un dix-millième du temps que TF1 accorde à la politique. Et cela malgré nos 2 % aux européennes, nos 4,5 % aux régionales en Île-de-France et le 1 % dont me créditent les sondages pour la présidentielle... Monsieur Bachy, le patron du service politique sur TF1, m'a appelé il y a quelques semaines pour me proposer « un duplex samedi, dans le journal de 13 heures ». Je lui ai répondu que je préférerais être sur le plateau pour le lancement de ma candidature, comme il me l'avait promis et comme il l'avait fait pour Corinne Lepage, Christine Boutin ou Manuel Vals. Sa réponse a été claire : « Vous avez déjà de la chance que je pense à vous. » Et il m'a raccroché au nez. »¹⁹

Philippe Poutou, sur le plateau du Grand Journal, ne dit pas autre chose quand il parle de l'habitude « routinière »²⁰ de parler des « petits candidats ». Avant d'ajouter que « des fois, il y en a un peu marre », car « derrière [le terme de] petit candidat, il y a aussi la non prise au sérieux des idées et des programmes politiques ». Et s'il fallait compléter, on pourrait ajouter ces propos de Jacques Cheminade, répondant à Jean-Jacques Bourdin, venant de lui confier qu'il ne se moquait pas de lui :

« Vous êtes le premier parce que beaucoup de journalistes, sauf Michel Field, se sont moqués de moi. [...] Il y a des vrais journalistes comme vous, Michèle Cotta, Michel Field, Axel de Tarlé... Et il y a les poupées Barbie mâles et femelles qui reçoivent des

¹⁹ Interview de Nicolas Dupont Aignan donnée à la revue Médias (proche de l'extrême droite), datée du printemps 2012 et consultable à cette adresse : <http://www.revue-medias.com/nicolas-dupont-aignan-je-suis-une,808.html>

²⁰ Propos de Philippe Poutou rapportés dans un article du Point.fr, daté du 1^{er} mars 2012 et consultable à cette adresse : http://www.lepoint.fr/politique/election-presidentielle-2012/la-grogne-des-petits-candidats-01-03-2012-1436750_324.php

*fiches et les répètent, pas comme des chiens de garde, mais plutôt comme des domestiques de service ou des hyènes ».*²¹

Mais les petits candidats ne sont pas les seuls à se plaindre du traitement qui leur est réservé par les médias. Les candidats intermédiaires déplorent eux aussi une certaine tendance à la bipolarisation des grands médias. Ainsi de Marine Le Pen qui, le 17 avril 2012, à moins d'une semaine du premier tour de l'élection présidentielle, envoyait un courrier à Michel Boyon, un des membres du CSA, pour lui demander de sanctionner certains médias qui, selon elle, appliqueraient la règle d'égalité des temps de parole et des temps d'antenne de manière très imparfaite. De même, François Bayrou a dénoncé à plusieurs reprises la « *sarkhollandisation* »²² de la campagne dans les médias.

A l'issue de cette première sous-partie, il est donc possible de voir que nombre de candidats se plaignent d'un différentiel de traitement dans les médias, tandis que les rédactions et journalistes eux-mêmes admettent bien volontiers ne pas être prêts à accorder un large temps de parole à des candidats considérés comme mineurs. Reste donc à savoir si, en période de campagne officielle, lorsque tous les candidats sont interviewés par les mêmes journalistes, dans des conditions similaires pour tous, se manifestent des différences de traitement entre petits et gros candidats.

²¹ Interview de Jacques Cheminade sur RMC le 9 avril 2013, consultable à cette adresse : http://www.dailymotion.com/video/xq0cz3_jacques-cheminade-dans-bourdin2012-sur-bfm-tv_news

²² Propos de François Bayrou rapportés par un article du Monde.fr, daté du 19 février 2012 et consultable à cette adresse : http://www.lemonde.fr/election-presidentielle-2012/breve/2012/02/17/francois-bayrou-denonce-la-sarkhollandisation-du-debat-politique_1644834_1471069.html

2) Principaux enjeux de l'élection présidentielle de 2012

Avant de pouvoir analyser les interviews des différents candidats dans les grandes matinales de radio, il convient d'abord d'identifier les principaux enjeux de la campagne de 2012, afin de pouvoir les comparer avec les enjeux sur lesquels sont interrogés les différents candidats. Dans cette seconde sous-partie nous nous attacherons donc à identifier successivement, les enjeux mis en avant par les électeurs, dans le cadre des sondages d'opinion ; les enjeux les plus présents dans les médias durant la campagne présidentielle ; puis, enfin, les enjeux mis en avant par les candidats eux-mêmes, résumés au sein de leur profession de foi.

A/ Enjeux mis en avant par les électeurs

Pour identifier les enjeux les plus importants aux yeux des électeurs, il n'y a d'autres choix que de se fier aux enquêtes d'opinion comportant des questions du type : « *Parmi les questions suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent le plus préoccupantes pour vous, personnellement ?* ». Conscient des biais, maintes fois soulevés, que ce genre de procédé peut comporter, reste que les questions de ce type peuvent être un indicateur relativement fiable, si ce n'est de l'importance qu'apportent les électeurs à chaque enjeu, de l'importance que revêt, selon eux, l'enjeu en question dans le cadre de la campagne présidentielle.

→ La prégnance des questions économiques en début de campagne

Dès Novembre 2011, Luc Rouban, auteur de « La solitude de l'isoloir : les vrais enjeux de 2012 », mettait en avant le fait que l'élection présidentielle de 2012 se déroulait dans un contexte inédit, du fait de la crise économique et financière mondiale, qui plaçait, de fait, les enjeux économiques et sociaux au cœur des préoccupations des français. La plupart des sondages semblent confirmer ce constat.

Nous nous appuyerons ici sur une série de sondages administrés aux mêmes personnes tous les mois entre janvier et avril 2012 par l'institut Ipsos. Il s'agit d'un baromètre parmi nombre d'autres, qui a été choisi car il a le mérite de poser les deux questions : « *Parmi les questions suivantes, quelles sont celles qui vous paraissent le plus*

préoccupantes, pour vous personnellement ? » et « Pour la France ? ». Si aucune des deux questions ne permet d'éclairer univoquement les enjeux réels de l'élection pour les électeurs, le croisement des résultats aux deux questions peut sans doute permettre d'obtenir des tendances. On peut toutefois regretter l'absence de questions sur l'Europe, sur la politique internationale ou sur des problématiques institutionnelles. Nous nous intéresserons aux résultats à partir du mois de janvier 2012, date à laquelle les médias ont du commencé à se plier à la règle d'équité des temps de parole. Avant d'analyser les résultats des sondages, il convient de préciser qu'en matière d'économie, il semblait plus opportun de distinguer des thèmes que nous qualifierons de micro-économiques (salaires, compétitivité, pouvoir d'achat) et des thèmes macroéconomiques (crise financière, dette de l'état, croissance, séparation des banques). Si la distinction ne correspond pas aux réalités scientifiques existant derrière les termes de micro et macroéconomie, elle permet de séparer les thèmes économiques du quotidien, de ceux ayant attiré à la crise économique et financière, qui ne semblaient pas pouvoir être traités de manière conjointe, notamment dans l'analyse des interviews.



Les principales préoccupations des Français

Question : Parmi les questions suivantes, quels sont les trois qui vous semblent les plus préoccupantes aujourd'hui...



Au mois de janvier 2012, le sondage²³ semble confirmer l'intuition de Luc Rouban. Quand on pose la question des principales préoccupations pour la France, les sondés mettent en avant les thèmes économiques. Et en premier lieu la crise économique et financière (47) et le chômage (43). Viennent ensuite les déficits publics (28) et le pouvoir d'achat (26). De nombreux enjeux sont ensuite entre 10 et 20, à l'image de l'immigration, l'éducation, les retraites, la santé, les impôts, ou l'insécurité. Il convient enfin de remarquer que l'environnement n'est cité que par 6% des sondés. On peut donc voir que les thèmes économiques (macro et micro) sont largement plébiscités par les électeurs et qu'en suite, aucun thème ne se distingue vraiment des autres parmi les enjeux habituels de l'activité politique.

Quand il s'agit d'identifier les enjeux majeurs pour les sondés, dans leur vie personnelle, le pouvoir d'achat (54) passe en première position, devant les retraites (33), les impôts (30) et, enfin, la crise économique et financière (25). Les enjeux macroéconomiques reculent, tandis que les enjeux microéconomiques et sociaux progressent fortement. A nouveau, la question économique et dans une moindre mesure, sociale avec les retraites, ressort comme étant au cœur des préoccupations des français. Vient ensuite la santé (25), puis aucun thème ne se démarque vraiment entre le chômage, l'éducation, l'environnement, l'insécurité et l'immigration. Dans les deux cas, pour la France ou pour les sondés, les questions économiques dominent tandis qu'aucun des autres thèmes, hormis la question sociale quand on pose la question « pour vous personnellement », ne semble ressortir.

→ A la veille de la campagne officielle : Économie, immigration et insécurité

Rien ne bouge vraiment en février et début mars. Les thèmes économiques (macro et micro) continuent à dominer quand on pose la question « *pour la France ?* », tandis que les thèmes sociaux et microéconomiques sortent toujours en tête de la question « *pour vous personnellement ?* ». Seuls les thèmes de l'immigration et de

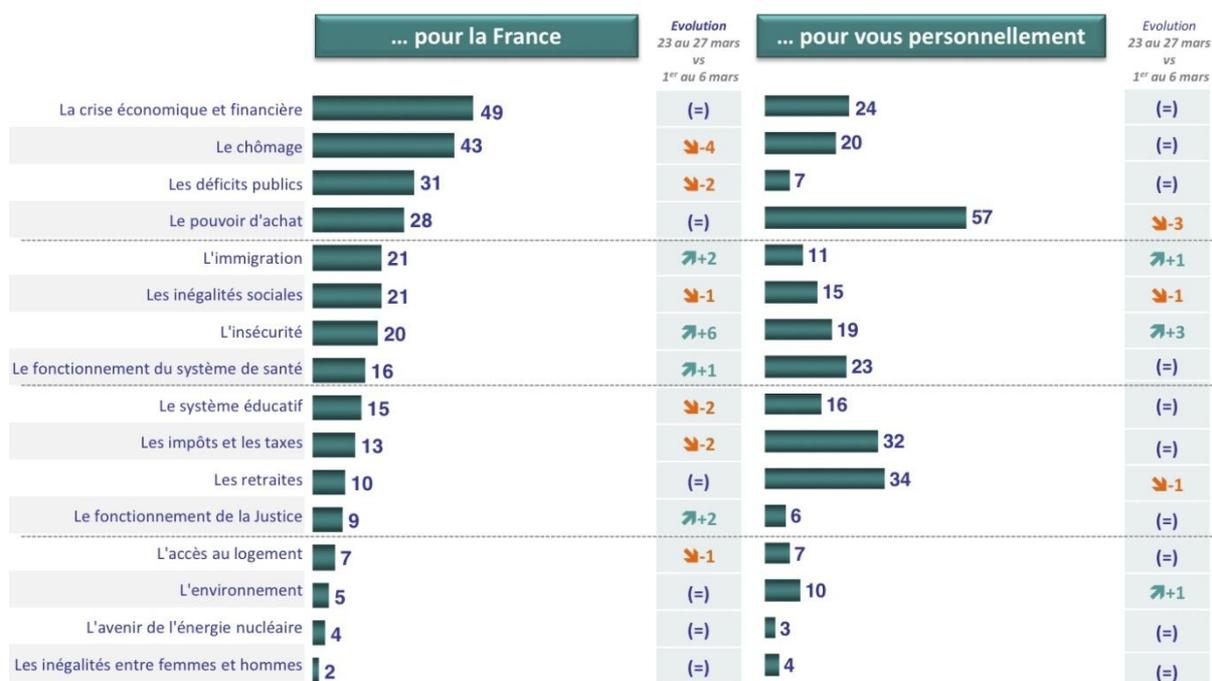
²³ Enquête de l'institut Ipsos, administrée en ligne du 12 au 16 janvier 2012, auprès d'un échantillon représentatif établi par la méthode des quotas, de 4910 personnes inscrites sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus. Résultats complets consultables à cette adresse : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-01-26-presidoscopie-vague-3-percee-francois-bayrou>

l'insécurité progressent de manière faible mais continue, tout en ne se démarquant pas tout à fait des autres.



Les principales préoccupations des Français

Question : Parmi les questions suivantes, quels sont les trois qui vous semblent les plus préoccupantes aujourd'hui...



Ce n'est qu'à une semaine du début de la campagne officielle, fin mars 2012²⁴, que la poussée devient réellement significative. Les thèmes économiques dominent toujours mais si l'on regroupe les enjeux de l'immigration et de l'insécurité, souvent regroupés et cités par le même type d'électeurs (voir suite du sondage), il semble néanmoins possible de constater, au moment où plusieurs commentateurs parlent de « droitisation » de la campagne, une légère percée de ces deux enjeux, qui sont les plus importants après les enjeux économiques et sociaux, devant des questions comme l'éducation, le logement,

²⁴ Enquête de l'institut Ipsos, administrée en ligne du 23 au 27 mars 2012, auprès d'un échantillon représentatif établi par la méthode des quotas, de 4354 personnes inscrites sur les listes électorales, âgée de 18 ans et plus. Résultats complets consultables à cette adresse : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-04-03-presidologie-vague-7-dynamique-sarkozy>

l'environnement ou la justice. Cela correspond aussi au lendemain de « l'affaire Mohammed Merah », un des temps forts de la campagne présidentielle de 2012.

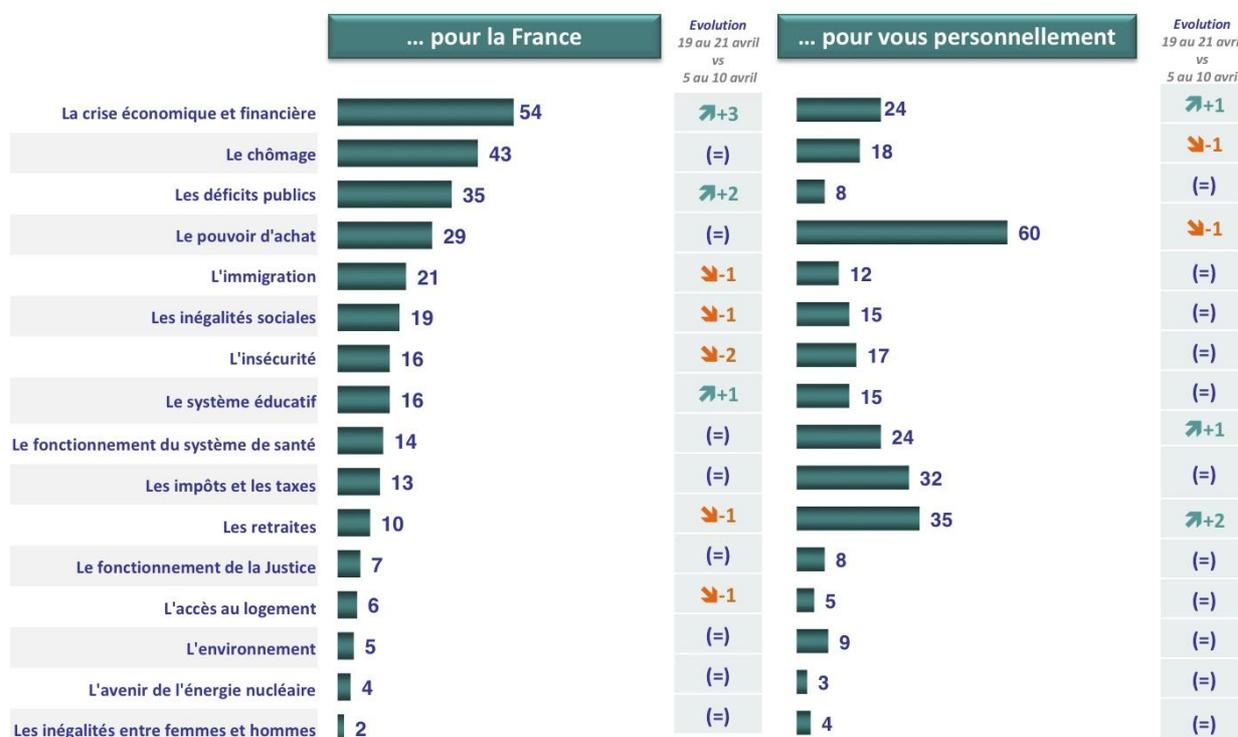
→ La veille du premier tour : les enjeux dominants confortés



logica BUSINESS CONSULTING

Les principales préoccupations des Français

Question : Parmi les questions suivantes, quels sont les trois qui vous semblent les plus préoccupantes aujourd'hui...



Dans le cadre de la consultation menée à la veille du premier tour²⁵ (du 19 au 21 avril, le premier tour ayant lieu le dimanche 22 avril), les enjeux qui ont dominé tout au long de la période sont encore confortés, tandis que l'immigration et l'insécurité

²⁵ Enquête de l'institut Ipsos, administrée en ligne du 19 au 21 avril 2012, auprès d'un échantillon représentatif établi par la méthode des quotas, de 4075 personnes inscrites sur les listes électorales et âgées de 18 ans et plus. Résultats complets consultables à cette adresse : <http://www.ipsos.fr/ipsos-public-affairs/actualites/2012-04-26-presidoscopie-vague-9-changeurs-derniere-minute>

baissent légèrement. Ainsi quand on pose la question « pour la France ? », les thèmes économiques (macro et micro) sont confortés dans leur avance, suivent ensuite les autres enjeux, dans un ordre presque inchangé depuis le début de la campagne, entre 10 et 21 points. L'insécurité et l'immigration ont légèrement baissé mais continuent à s'imposer comme des thèmes secondaires importants. L'éducation et la santé sont restées plus ou moins stables autour de 15/16 points, quand l'accès au logement a continuellement baissé pour passer de 9 à 6. L'environnement n'a jamais réussi à percer.

De même, pas de grand changement tout au long de la campagne quant à la question « pour vous personnellement ? ». Le pouvoir d'achat s'est imposé de 54 à 60 points, continuent à suivre les retraites, les impôts, la santé et la crise économique, entre 35 et 24 points. Au terme de l'analyse de ce baromètre, dont les résultats sont similaires, à quelques points près, aux autres sondages ayant été consultés, il est possible de conclure que les thèmes économiques (macro et micro) et sociaux (retraites, santé) sont largement en tête des préoccupations des sondés, et ce, tout au long de la campagne.

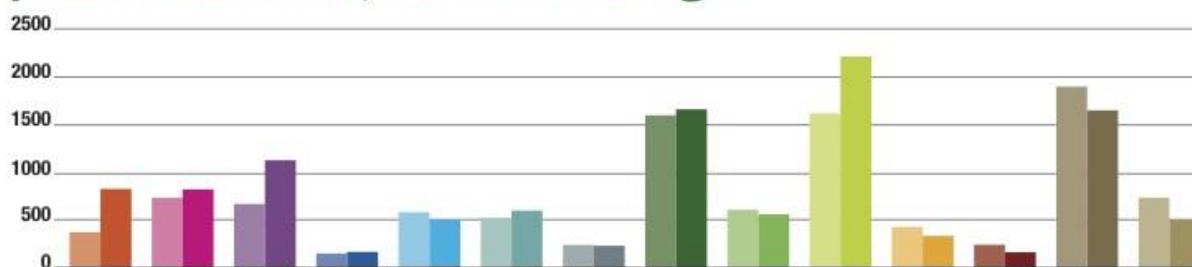
B/ Enjeux les plus présents dans les médias

Dans le cadre de notre problématique, nous étudierons les enjeux les plus présents dans les médias en distinguant deux périodes. Premièrement, la période allant du début du mois de janvier au début du mois d'avril 2012, dans l'objectif d'identifier les enjeux les plus saillants sur le temps long. Puis nous tenterons d'identifier les enjeux les plus saillants lors des deux semaines de campagne officielle, du lundi 9 au vendredi 20 avril 2012. Ce choix a été fait dans le but d'identifier les enjeux les plus saillants sur la campagne et les enjeux les plus saillants sur le temps court de la période où ont été menées les interviews analysées. Et ce étant donné que la hiérarchie des enjeux sur les deux périodes a semblé être à même d'influencer le contenu de l'interview.

→ De Janvier à Avril

Concernant la période allant du mois de janvier au mois d'avril, l'étude se basera sur les résultats d'une enquête d'Ina Stat²⁶ portant sur les journaux télévisés du soir de TF1, France2, France3, Canal+, Arte et M6. Cette étude a été choisie car de par son exhaustivité en matière de nombre de chaînes, elle semble être en mesure de livrer des indications fiables quant aux enjeux les plus discutés à la télévision, un des médias les plus utilisés en période de campagne présidentielle. Il n'a pas été possible de retrouver tels résultats pour les journaux d'information diffusés sur les grandes stations, ce qui aurait sans doute été plus cohérent avec l'analyse des interviews des matinales de radio. Reste que l'analyse des sujets traités dans les JT apporte de précieux enseignements quant aux enjeux médiatiques principaux de la campagne présidentielle de 2012.

Les JT en campagne 2007/2012 : plus d'économie, moins d'écologie



A noter que la colonne de droite correspond à 2012, celle de gauche à 2007

- **ROUGE** : Catastrophes
- **ROSE** : Culture et loisirs
- **VIOLET** : Économie
- **BLEU MARINE** : Éducation
- **BLEU CIEL** : Environnement
- **BLEU CYAN** : Faits-Divers
- **GRIS** : Histoire et hommages
- **VERT FONCÉ** : International
- **VERT CLAIR** : Justice
- **VERT TRÈS CLAIR** : Politique
- **ORANGE** : Santé
- **BORDEAUX** : Sciences et techniques
- **MARRON** : Société
- **BEIGE** : Sport

²⁶ Lettre de l'Ina Stat du mois de septembre 2012, regroupant les résultats des 1^{er} et 2^{ème} trimestre 2012, consultable à cette adresse :

http://www.inatheque.fr/medias/inatheque_fr/publications_evenements/ina_stat/inastat_lettre_27.pdf

Entre avril et janvier 2012, le sujet le plus traité est celui de la politique, avec 2188 sujets, soit un peu plus de 20% des unités d'information, alors qu'elle ne faisait que 16% en 2007. Près des 50% de ces sujets traitent uniquement de la campagne électorale en tant que telle, sur le mode du jeu, avec des sujets consacrés aux meetings, aux petites phrases ou aux actions de communication des candidats. A noter également que près de 25% des sujets politiques traitent au contraire de l'arrêt de la campagne, après les meurtres de Mohammed Merah.

En ce qui concerne les enjeux à proprement parler, le premier est de loin la rubrique internationale avec un peu plus de 1500 sujets, soit 14% des unités d'information, liée au conflit au Syrie pour un bon tiers, mais aussi aux troubles du Nord-Mali. Comme pour les enjeux mis en avant chez les électeurs l'économie arrive en bonne position, avec 10% des unités d'information, contre 6% en 2007. La plupart des sujets sont consacrés à la dette publique, la perte du triple A, les problèmes de la zone euro ou les entreprises en difficulté. Si l'on ne prend pas en compte la catégorie politique, quasi exclusivement traitée sur le mode du jeu, international et économie sont donc les enjeux les plus traités.

Viennent ensuite les faits-divers, la justice et l'environnement, tous légèrement au-dessus de 4%. A noter que l'environnement a connu une chute de 15% de sa présence par rapport à 2007. La santé et les thèmes sociaux (protection sociale, chômage, pouvoir d'achat) se situent un peu en dessous de 3%. Enfin, le logement et l'éducation sont tous les deux en dessous des 1%. De même, si les questions d'identité nationale, d'immigration et de laïcité ont été particulièrement présentes dans les discours des candidats, moins de 1% sujets des JT s'y rapportent réellement.

A noter également parmi les résultats de cette étude, même si l'on sort de la question des enjeux, la médiatisation différenciée des candidats. Nicolas Sarkozy et François Hollande sont largement en tête avec respectivement 290 et 246 passages, devant Marine Le Pen (166 passages) et François Bayrou (128 passages). A moins de 100 passages, viennent ensuite Jean-Luc Mélenchon (95), Eva Joly (87), Nicolas Dupont-Aignan (68), Nathalie Arthaud (64), Philippe Poutou (49) et Jacques Cheminade (45).

→ En période de campagne officielle

Aucune enquête existante n'a pas eu être trouvée quant aux deux semaines de campagne officielle. Sachant que les JT d'avril 2012 ne sont plus disponibles sur internet, mais que les principaux journaux d'informations le sont, pour France Inter et Europe 1, il a été décidé, sachant que la tranche de 7 heures à 9 heures est la plus écoutée, d'étudier les journaux d'informations des grandes stations disponibles, soit le journal de 7 heures d'Europe 1 et celui de 8 heures de France Inter. Ont été sélectionnés les journaux du lundi 9 avril au vendredi 20 avril inclus, soit la période durant laquelle ont eu lieu les interviews étudiées. Il a semblé plus pertinent de hiérarchiser les enjeux en fonction du nombre de sujets, plus représentatif de la place qu'occupe un enjeu dans l'actualité que le temps consacré à chacun de ces enjeux. Les résultats sont à prendre avec précaution, sachant que le corpus, qui comprend donc 24 journaux, est relativement réduit. Il semble cependant possible d'en tirer un certain nombre de tendances.

Enjeux	Politique	International	Autres ²⁷	Sport	Faits-divers	Économie	Culture
Nombre de sujets	72	39	30	24	23	21	11
Durée	1h36m56	30m43	33m28	21m53	25m12	21m27	16.17

Enjeux	Insécurité	Santé	Terrorisme	Service public	Éducation	Logement	Europe
Nombre de sujets	11	6	2	2	2	1	1
Durée	6m11	8m15	3m58	3m10	2m10	1m37	1m17

Globalement, les principaux sujets de discussion sont les mêmes que ceux observés sur les JT de la période janvier-avril. Une très forte prégnance des sujets politiques (72 sujets soit près de 40% du total des unités d'information), souvent traités

²⁷ La catégorie « Autres » regroupe des sujets du type météo, point route, hommage à Raymond Aubrac, permis de conduire, etc.

sous l'angle du jeu (commentaire de sondages, récits de meetings, petits phrases, parole de militants...).

En ce qui concerne les enjeux, il convient de préciser que les thèmes « autres », « sport » et « culture » n'ont pas été pris en compte dans les analyses qui vont suivre, sachant qu'ils n'ont que peu de chances d'influencer le contenu des interviews des candidats à l'élection présidentielle. Comme observé sur les JT, les thèmes principaux sont la politique internationale (39 sujets), avec le conflit en Syrie, les troubles au Nord-Mali, lancement de missiles en Corée du Nord ; les faits-divers (23 sujets), dont une bonne moitié peuvent être rapprochés du thème de l'insécurité, sachant qu'ils concernent des meurtres, souvent crapuleux ; et enfin l'économie (21 sujets), traitée dans l'immense majorité des cas sur le mode microéconomique (hausse des prix, entreprises en difficultés, témoignages individuels). Viennent ensuite l'insécurité (11 sujets), que l'on peut rapprocher au terrorisme (2 sujets), et enfin la santé (6 sujets). Les services publics (2 sujets), l'éducation (2 sujets), le logement (1 sujet) et l'Europe (1 sujet) sont en retrait, mais la moindre importance du corpus sur lequel portait l'étude interdit de tirer quelque conclusion que ce soit quant à ces chiffres, trop faibles pour être exploités.

Même si il faut conserver une certaine prudence dans la comparaison des deux périodes, sachant que les corpus sont différents, il semble néanmoins possible de constater que tant dans la période allant de janvier à avril que dans celle de campagne officielle, les enjeux prédominants dans les médias audiovisuels sont la politique internationale et l'économie (sachant que la politique nationale, traitée sur le mode du jeu, est exclue de, de fait, de la catégorie « enjeux »). Les faits-divers sont également très présents, mais leur influence sur le débat public et, de fait, les thèmes abordés en interview est moins univoque que pour les deux enjeux précédents. Une bonne partie peut être cependant rattachée au thème de l'insécurité.

C/ Enjeux mis en avant par les candidats eux-mêmes.

Les enjeux mis en avant par les candidats eux-mêmes ont été identifiés à l'aide des différentes professions de foi des candidats. Les professions de foi ont été choisies car elle représente un sorte de « condensé » du programme du candidat autour d'un certain nombre d'enjeux, que l'on peut donc considérer comme étant les plus saillants pour les candidats en question. De même, de part leur taille et leur construction relativement similaire, les différentes professions de foi ont parues être des unités particulièrement pertinentes pour établir des comparaisons. Dans le cadre de notre problématique, les professions de foi ont été divisées en trois grandes catégories : les professions de fois omnibus, traitant d'un grand nombre d'enjeux ; les professions de foi thématiques, se focalisant autour de quatre ou cinq enjeux bien identifiés ; ainsi que les professions de fois restreintes, se focalisant uniquement sur un ou deux enjeux. Si le passage en revue détaillé de chacun des programmes pourra paraître fastidieux, cette étape a semblée particulièrement nécessaire afin de pouvoir comparer les enjeux sur lesquels sont interviewés les candidats à ceux qu'ils mettent eux-mêmes volontairement en avant.

→ Les professions de foi omnibus

Les professions de foi omnibus, qui traitent d'un grand nombre d'enjeux, sont les plus nombreuses, et peuvent aussi bien émaner d'un grand, d'un petit ou d'un candidat intermédiaire. Ainsi, peuvent être considérées comme omnibus les professions de foi de François Hollande, François Bayrou, Marine Le Pen, Philippe Poutou, Nicolas Dupont-Aignan et, dans une moindre mesure, Nicolas Sarkozy. Dans le cadre des professions de foi omnibus, si les candidats abordent un grand nombre de thèmes, la plupart du temps, ils commencent par mettre en lumière, dans une sorte d'introduction, les quelques thèmes jugés les plus importants. Pour juger des thèmes les plus importants, ont été pris ceux qui sont cités en introduction et/ou parmi les premières mesures.

François Hollande et François Bayrou ont choisi de mettre en avant les mêmes enjeux, présentés dans un ordre similaire : macroéconomie (redressement des comptes publics), microéconomie (justice fiscale et sociale/relancer l'économie), éducation et institutions (Revenir aux valeurs de la république/moraliser la vie publique). Il s'agit donc de programmes à forte dominante économique (les deux premiers enjeux) mais

également marqués par des thèmes traditionnellement rattachés à gauche (éducation et réformes institutionnelles). Par la suite, François Hollande développe 3 propositions microéconomiques, 3 propositions sur la jeunesse et l'éducation, 3 propositions sur les questions institutionnelles, 2 propositions macroéconomiques, 2 propositions sur la fiscalité, 2 propositions en matière de politique sociale, puis, enfin, une proposition sur chacun des enjeux suivants, dans cet ordre : Agriculture, logement, énergie, Europe, santé, sociétal, sécurité et politique internationale. Ainsi, la plupart des enjeux majeurs de la vie politique sont traités, à l'exception des questions de justice ou de dialogue social. De même, François Bayrou présente 4 mesures microéconomiques, puis une mesure sur chacun des thèmes suivants, dans cet ordre : Macroéconomie, éducation, dialogue social, sociétal, écologie, logement, santé, services publics, agriculture, sécurité, institutions, Europe et politique internationale. Il s'agit donc de deux programmes embrassant un très grand nombre de thèmes, tout en s'inscrivant résolument dans le cadre d'une dominante plutôt microéconomique (production, salaires, fiscalité).

Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan ont eux aussi choisi, parmi les nombreux enjeux qu'ils abordent, de placer des enjeux similaires en tête de programme : L'Europe, l'économie (macroéconomie avec emprise des marchés financiers et dette publique ; microéconomie avec la relance de l'économie nationale) et la question des valeurs conservatrices et de l'autorité (sécurité et justice pour Dupont-Aignan, sécurité et immigration pour Marine Le Pen). Dans les deux cas, l'importance de l'enjeu européen ne ressort pas tant en terme de nombre de propositions que d'importance dans le discours, dans le sens où l'Europe est présentée comme l'origine de tous les maux, et la réflexion sur la souveraineté nationale, très présente dans les deux programmes, découle de la question européenne. Dans tous les cas, à la différence des programmes de François Bayrou et François Hollande, il est intéressant de constater que pour Marine Le Pen comme pour Nicolas Dupont-Aignan, la hiérarchie des enjeux établies dans les textes accompagnant les propositions, ainsi que telle qu'elle découle de l'ordre dans lequel sont abordés les différents enjeux dans les propositions ne trouvent pas de traduction immédiate en nombre de propositions. Autrement dit, les enjeux qui ressortent comme les plus saillants et les plus déterminants aux yeux des candidats, ne sont pas ceux bénéficiant du plus grand nombre de propositions. Ainsi Marine Le Pen fait le plus grand nombre de propositions (3) sur le thème de la politique sociale mais elle n'est pas mentionnée en introduction et les propositions arrivent en fin de

programme. De la même façon, Nicolas Dupont-Aignan laisse une bonne place aux propositions sur l'éducation (4) même si il ne semble pas en faire un des enjeux majeurs de son programme. A l'exception des trois propositions de Marine Le Pen en matière de politique sociale, on trouve une proposition sur chacun des thèmes suivants, dans cet ordre : Europe, macroéconomie, microéconomie, chômage/emploi, immigration, sécurité, identité nationale/laïcité, logement, éducation et politique internationale. Quant à la profession de foi de Nicolas Dupont-Aignan, si elle est aussi cadrée autour des thèmes de l'Europe, de la macroéconomie (finance et dette publique) et des valeurs conservatrices, elle se caractérise par un très grand nombre de propositions (classées ci-après dans l'ordre de la première occurrence) : 5 propositions microéconomiques, 2 propositions sur la fiscalité, 1 proposition sur l'Europe, 2 propositions macroéconomiques, 3 propositions en matière de politique sociale, 4 propositions sur l'éducation, 2 propositions sur la sécurité, 3 propositions sur la justice, 2 propositions en matière institutionnelle, 2 propositions sur la politique internationale, 2 propositions sur le logement, 1 proposition sur la santé et 2 propositions sur des enjeux sociétaux. Pour être thématiques autour de certains enjeux, mis en lumière en début de paragraphe, les professions de foies de Marine Le Pen et Nicolas Dupont-Aignan, comme celles de François Hollande et François Bayrou, n'en couvrent pas moins un grand nombre d'enjeux.

La profession de foi de Philippe Poutou semble devoir être traitée à part. En effet, elle s'inscrit à la fois dans une thématique économique et sociale fortement prononcée, mais on sent aussi la volonté d'embrasser un grand nombre d'enjeux. Ainsi, quand le texte introductif de la plupart des autres candidats met en lumière entre 2 et 4 enjeux saillants, celui de Philippe Poutou aborde, en l'espace d'une page, les thèmes suivants : microéconomie, politique sociale, logement, éducation, santé, lutte des classes, macroéconomie, Europe, écologie, politique internationale, fiscalité et immigration. C'est donc quand on passe aux propositions que se révèle la dominante économique et sociale. En effet, la profession de foi de Philippe Poutou comporte (dans l'ordre de la première occurrence) : 3 propositions microéconomiques, 2 propositions de politique sociale, 2 propositions macroéconomiques, 2 propositions en matière de fiscalité, puis une proposition sur chacun des thèmes suivants : écologie, enjeux sociétaux, éducation, immigration, politique internationale et Europe. Les enjeux majeurs restent néanmoins les questions de microéconomie et les préoccupations sociales.

Il a été un peu plus compliqué de classer la profession de foi de Nicolas Sarkozy dans une des trois catégories. En effet, le document du candidat UMP ne comporte pas de texte introductif et détaille seulement quelques mesures. La profession de foi aurait pu être classée avec les professions de foi thématiques, sachant qu'elle se concentre surtout autour des enjeux économiques (macro et micro) et des valeurs conservatrices traditionnelles (sécurité, immigration, identité nationale), mais la présence de proposition sur l'éducation ou l'Europe nous ont toutefois fait pencher pour une classification dans les professions de foi omnibus. Ainsi, Nicolas Sarkozy aborde les enjeux suivants (toujours classés dans l'ordre de la première occurrence) : une proposition macroéconomique, 2 propositions microéconomiques, 2 propositions sur la sécurité, une proposition sur l'identité nationale, une proposition sur l'immigration, 2 propositions sur la politique sociale, et une proposition sur chacun des enjeux suivants : éducation, Europe et questions institutionnelles.

→ Les professions de fois thématiques

En choisissant de se concentrer uniquement sur certains enjeux bien identifiés, Eva Joly et Jean-Luc Mélenchon ont opté pour des propositions de foi que l'on peut qualifier de thématiques.

Jean-Luc Mélenchon a choisi d'axer sa profession de foi autour de quatre enjeux majeurs, déclinés en plusieurs propositions. Le premier est la question institutionnelle, autour de la volonté d'aller vers une VIème République (2 propositions). Vient ensuite la question économique et sociale, les deux thèmes étant liés dans le document de Jean-Luc Mélenchon (une proposition macroéconomique, deux propositions microéconomiques et deux propositions de politique sociale). L'Europe vient dans un troisième temps (avec une proposition), avant de conclure avec la question de l'écologie (une proposition). A ces quatre piliers, il faut rajouter une proposition en matière de politique internationale. Si les thèmes abordés restent relativement variés, il a quand même semblé plus opportun de classer cette profession de foi comme thématique, sachant qu'elle est moins exhaustive que les six premières. Ainsi des enjeux comme l'éducation, l'immigration, la santé, la sécurité, le logement ou la fiscalité ne sont pas abordés. Si la profession de foi semble être dominée par les enjeux économiques et sociaux en terme de nombre de propositions, la dominante n'est pas aussi clairement exprimée que dans les professions de foi étudiées plus haut.

De même, Eva Joly a également choisi d'axer sa profession de foi sur cinq enjeux bien définis, dont découlent un certain nombre de propositions. Le premier est le thème de l'environnement (6 propositions), puis viennent les questions microéconomiques (5 propositions), les questions institutionnelles (5 propositions), les questions sociétales (6 propositions) et enfin l'enjeu européen (5 propositions). Ce à quoi il faut ajouter une proposition en matière de fiscalité, une autre sur la sécurité et l'immigration, une sur le logement, sur la santé, l'éducation et une dernière sur la politique internationale, réparties au sein des 5 catégories. A première vue, il pourrait donc s'agir d'une profession de foi omnibus, mais il a été choisi de la traiter avec les documents thématiques car beaucoup de propositions sont cadrées autour d'un des 5 enjeux principaux. Ainsi de la fiscalité, traitée uniquement autour de la question de la fiscalité écologique, ou de la question de la santé, traitée uniquement par le prisme de la pollution (rien sur le financement du système de santé ou sur le remboursement des soins par exemple). De même, la question du chômage et de l'emploi est traité uniquement au travers du prisme de la transition écologique. La politique internationale elle, est abordée par le biais de la question européenne. Enfin, l'absence de propositions ou même de mention des enjeux macroéconomiques (équilibre des comptes, dette publique), a achevé de nous convaincre de classer le programme d'Eva Joly parmi les professions de foi thématiques. La profession de foi est dominée par la question écologique mais, comme pour celle de Jean-Luc Mélenchon, la dominante n'est pas clairement établie.

→ Les professions de foi restreintes

Les professions de foi et Jacques Cheminade et Nathalie Arthaud nous ont enfin semblées pouvoir être classé dans la même catégorie, celle des professions de foi restreintes. En effet, les deux candidats ont fait le choix de ne traiter que d'un petit nombre d'enjeux, constituant le cœur de leur programme et de leur communication. De même, les deux professions de foi se singularisent par le faible nombre de propositions, sachant que les textes sont plutôt axés sur la dénonciation d'une situation existante que sur des propositions sur la situation, telle qu'elle devrait être.

Le programme de Jacques Cheminade n'est axé qu'autour de deux thèmes : la macroéconomie et la science. Son texte introductif est entièrement consacré aux questions macroéconomiques (système financier et politique internationale, mais vue

sous le prisme des questions macroéconomique). Suivent six paragraphes consacrés à différents enjeux. Les deux premiers sont strictement macroéconomiques (faire sauter le verrou financier, mettre en faillite les banques d'affaires). Le troisième est consacré à la question microéconomique (croissance des PME, TPE) mais ramené à des considérations macroéconomiques (changer le mode de financement du système bancaire). De même, le quatrième paragraphe est consacré à l'Europe mais, encore un fois, au travers du prisme macroéconomique (Europe pour combattre le féodalisme financier). Enfin, les deux derniers paragraphes sont consacrés à des enjeux scientifiques (physique nucléaire et exploration spatiale). Ainsi, les enjeux évoqués par Jacques Cheminade dans sa profession de foi sont si peu nombreux que le classement au sein de la catégorie « profession de foi restreinte » n'a pas fait l'ombre d'un doute.

La profession de foi de Nathalie Arthaud répond de la même logique, en ramenant tous les problèmes et enjeux à la question économique et surtout, sociale. Ainsi, dans son texte introductif, Nathalie Arthaud évoque, dans cet ordre, la lutte des classes, la macroéconomie (crise financière) et la microéconomie (salaires, chômage). De même, la conclusion évoque uniquement le thème de la lutte des classes. Entre les deux, différents paragraphes abordent, les enjeux suivants (classés dans l'ordre de la première occurrence) : 6 paragraphes sur la microéconomie (salaires, entreprises, conditions de travail, chômage, licenciements), 3 paragraphes sur la macroéconomie (finance, banques, crise de la dette), 2 paragraphes sur la politique sociale (retraites, minimas sociaux), 2 paragraphes sur la lutte des classes, et une paragraphe sur la fiscalité. Comme pour la profession de foi de Jacques Cheminade, le classement de Nathalie Arthaud dans la catégorie « profession de foi restreinte » n'a pas fait l'ombre d'un doute.

Au terme de l'analyse des différentes professions de foi des candidats, il ressort donc qu'à l'exception de d'Eva Joly, la question économique, et dans une moindre mesure sociale, est la seule à figurer parmi les enjeux les plus saillants de toutes les professions de foi. En second lieu, les thèmes de l'éducation et/ou de la sécurité (liée aux questions de justice et parfois d'immigration et d'identité nationale) ont une bonne place dans le programme d'un bon nombre de candidats. Enfin, les questions autour du logement, de l'Europe, de la santé ou des questions institutionnelles se retrouvent dans la plupart des professions de foi omnibus (6 des 10 professions de foi). Il convient enfin de noter que, contrairement à ce qui a pu être observé dans les déclarations des

interviewés ou dans le temps d'exposition médiatique des différents candidats, la classification en terme de « gros », « petits » et candidats « intermédiaires » ne tient pas quand il s'agit d'étudier les professions de foi. Même s'il faut quand même remarquer que les deux « gros » présentent une profession de foi omnibus, quand les professions de foi restreintes sont l'œuvre de deux « petits ».

Si l'on ajoute l'étude des enjeux saillants dans les professions de foi des candidats à celles des enjeux saillants pour les électeurs et dans les médias, on voit qu'une correspondance peut être faite sur l'importance de la question économique. Elle est la seule à être un enjeu réellement saillant pour les électeurs, les médias et les candidats. La question sociale est saillante pour les électeurs et les candidats mais par vraiment dans les médias, tandis que les questions comme celle de l'Europe, l'éducation ou la santé ne semblent être vraiment saillantes que dans les propositions des candidats. L'assertion de Luc Rouban citée au début de cette sous-partie, et présentant une campagne présidentielle de 2012 largement dominée par les questions économiques et sociales semblent donc avoir été validée par l'analyse.

II) Les différences de traitement entre candidats

Pour cette seconde partie, nous allons rentrer dans l'analyse proprement dite. Les interviews des candidats à l'élection présidentielle dans les grandes matinales de radio durant la période de campagne officielle ont donc été analysées et découpées en un certain nombre d'enjeux (ou de thèmes de jeu). Nous allons donc comparer la façon dont sont interviewés les différents candidats, en fonction de leur poids politique respectif, mais aussi de leurs programmes, ou des enjeux les plus saillants de cette campagne présidentielle. Ainsi, nous pourrions tenter de déceler d'éventuelle différence de traitement entre les différents candidats à l'élection présidentielle.

Nous nous attarderons en premier lieu sur la question des thèmes abordés, en tentant de voir si les enjeux discutés en interview changent en fonction des candidats. Puis, dans une seconde partie, nous étudierons les possibles conséquences des

différences de traitement entre petits et gros candidats, et notamment la façon dont elles contribuent à construire des ethos présidentiels différents, et à cantonner chaque type de candidat à un rôle bien particulier au sein de l'écosystème de la campagne électorale.

Tout en gardant en tête que l'analyse nous permettra de déceler des différences bien plus fines au sein de chacune de ces catégories, nous reprendrons, dans un premier temps, la classification établie par Jacques Gerstlé, Olivier Duhamel et Dennis K. Davis, dans une étude portant sur la couverture télévisée des élections de 1988 en France et aux Etats-Unis. Parlant de visibilité hiérarchisée à la télévision pour les candidats à l'élection présidentielle française, les trois auteurs distinguent les « *candidats dominants* »²⁸ des « *candidats résiduels* », avec entre les deux des candidats que nous appellerons « *candidats intermédiaires* ». De fait, il y a « *ceux qui concourent pour le titre* », « *ceux qui essayent de peser* », et les autres. Cette classification semble être particulièrement adaptée à notre problématique, et est d'ailleurs reprise à son compte par Christophe Barbier dans ces propos, déjà cités en première partie :

« Et nous, dans les médias on sait très bien qu'il y a ceux qui jouent la victoire, ils sont 2 généralement, et ceux qui jouent la place en finale, ces deux là plus trois ou quatre autres. Et ça permet de dire quel est le casting autour duquel nous on doit focaliser notre attention. Pour que les spectateurs entendent la parole de ceux qui vont peut être décider de leur destin. »

Pour pouvoir procéder à l'analyse, il semble possible de postuler que François Hollande et Nicolas Sarkozy sont les candidats dominants, Jean-Luc Mélenchon, François Bayrou et Marine Le Pen les candidats intermédiaires, tandis que Nathalie Arthaud, Philippe Poutou, Eva Joly, Nicolas Dupont-Aignan et Jacques Cheminade sont les candidats résiduels.

²⁸ GERSTLÉ Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K., « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », in : *Pouvoirs*, 1992, n°63, pp. 53-70

3) Dans les sujets abordés

Dans cette première sous-partie, nous présenterons les résultats de l'étude quantitative des thèmes abordés lors des différentes interviews des candidats à l'élection présidentielle. Les entretiens ont donc été minutés, afin de rendre compte du temps passé sur chaque sujet, partant du principe que plus un thème est abordé longtemps, plus il apparaîtra comme important.

Dans un premier temps, nous présenterons et analyserons les déclarations des deux interviews sur la façon dont ils perçoivent leur rôle, et la manière dont ils conduisent les interviews. Nous présenterons ensuite les résultats en ce qui concerne la répartition du temps passé à discuter du jeu et celui passé à discuter des enjeux, mais aussi d'autres sujets, qui seront présentés par la suite. Enfin, nous étudierons les enjeux rattachés aux différents candidats, afin de voir si les thèmes de discussion varient en fonction des candidats interrogés. Nous pourrions ainsi nous attarder sur la place laissée par l'intervieweur à la communication officielle et au programme des candidats, en fonction des enjeux abordés, rapportés aux enjeux développés par ces mêmes candidats dans leurs professions de foi.

A/ La vision des intervieweurs

Avant de démarrer l'étude proprement dite, il convient dès maintenant de mettre en lumière l'ambivalence de la vision qu'ont les journalistes interrogés sur ce que doit être leur rôle dans la pratique de l'interview en campagne présidentielle. Ainsi Frédéric Haziza explique les thèmes qui, selon lui, doivent être abordés dans ce type de situation :

« Bien quand c'est l'hebdomadaire normale, on parle d'actu, et quand c'est une émission qui est liée à une campagne électorale, que ce soit présidentielle, législative, municipale ou européenne, c'est en rapport avec la campagne, avec les enjeux de la campagne, les programmes et la perspective sur les cinq ans à venir, les grands thèmes de campagne... »

Puis, interrogé sur la façon dont il applique ces règles, selon qu'il se trouve face à un « petit » ou un « gros » candidat, l'intervieweur commence par expliquer que oui, il les interroge tous de la même façon :

« Oui sur la campagne c'est... Oui oui. Alors je sais que pour la dernière campagne on a eu un problème avec Cheminade, parce qu'on a dit qu'on avait pas traité Cheminade de la même manière que les autres. Qu'on ne l'ait pas traité de la même manière je sais pas mais en tout cas on lui posait des questions sur son programme. Quand un candidat a un programme loufoque, il faut qu'on l'interroge sur les tenants et les aboutissants de son programme, c'est pour ça que... Je lis encore des trucs tous les jours comme quoi on l'a mal traité. On le traite comme les autres, il y a des choses qui sont plus ou moins sérieuses donc on essaye de voir derrière. Et puis Cheminade avait dit beaucoup de conneries pendant la campagne. Sur son programme mais aussi les gens autour de lui donc on voulait savoir ce qu'il y avait derrière. C'est pas parce qu'il est candidat à une élection qu'il faut tout accepter, on peut aussi essayer de voir ce qu'il y a derrière. [...] On avait pour tous le même questionnement. Dans le cas de Cheminade par exemple, je me rappelle plus très bien comment ça s'est passé l'émission mais je pense qu'on a commencé par de l'actualité. Et ensuite, on l'a interrogé sur son programme, comme on a interrogé les autres sur leurs programmes. Il nous parlait des hommes dans l'espace, de ces trucs, de la finance dominée par les Rotschild tout ça... Donc nous on pose des questions c'est tout, après si il dit des conneries, il dit des conneries. »

Mais au fil de l'interview, Frédéric Haziza finit par donner sa préférence personnelle, tout en admettant, en creux, qu'elle peut parfois influencer la façon dont il mène l'interview :

« Et quoi qu'on en dise on a pas... On a pas envie de savoir la même chose, de poser les mêmes questions et d'avoir les mêmes réponses d'un candidat qui a une chance d'être élu par rapport à un candidat qui a aucune chance et qui représente pas grand chose. »

Christophe Barbier s'embarrasse moins des règles d'impartialité quant à la façon d'interroger les différents candidats. Et s'il reconnaît balancer entre deux attitudes opposées, il assume clairement le fait de traiter différemment les différents types de candidats :

« Bah non, voilà on les provoque un petit peu [les petits candidats]. On est partagé entre le fait d'être un peu attendri et de leur dire « bah vous êtes comme les autres et vous avez le même temps que Sarkozy, je vais vous poser les mêmes questions, vous avez le droit de me parler de la fiscalité, c'est pas parce que vous allez être éliminé au premier tour... » Et on est partagé avec parfois, une tentative de montrer leur illégitimité. [...] Parce que on est sensés, nous interviewers, amener à l'essentiel. L'essentiel c'est de savoir ce que ceux qui vont peut être gouverner, ou être l'opposition forte, pensent des sujets qui vont faire la vie des gens pendant les 5 ans qui viennent. Cheminade, Poutou, Arthaud, ne dirigeront pas le pays, ne seront pas l'opposition. Donc n'auront pas à s'occuper de ces dossiers. Donc on va déclarer l'interview pour venir sur ce qu'ils peuvent exprimer, une colère, une famille politique, ils les ont eu les 500 signatures. »

Ces différents propos éclairent assez bien la vision très différente que se font les interviewers politiques des candidats résiduels par rapport aux candidats dominants. Nous allons donc tenter de voir si ces différentes perceptions des candidats influent sur le contenu des interviews et si oui, de quelle manière.

B/ Répartition entre jeu et enjeux

Nous présenterons ici les résultats globaux des analyses dans le but de mettre en lumière la répartition du temps de parole des candidats entre le discours sur le jeu (Alliances, stratégies, commentaire des sondages), sur les enjeux (type macroéconomie, logement, droits sociaux, etc.), le temps passé à commenter les déclarations ou propositions des autres candidats, mais aussi une catégorie intitulée « discours sur soi » (parcours politique, vie privée, moral, raisons de l'échec, mise en doute de la crédibilité/justification), puis, enfin, une catégorie « autre » (discours trop vague pour

être rattaché à un quelconque enjeu, critiques de l'attitude des médias et sujets anecdotiques, ne pouvant être réellement considéré comme un enjeu de campagne du type « peut on publier les résultats avant 20h ? », la numérisation des données, la révolte de Spartacus ou la conquête de l'espace. Autres exemples dans le détail des catégories, en annexe).

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	58.36	14.30	2.20	3.29	0.14	1.19.09
Sarkozy	59.32	11.34	0.32	4.03	3.42	1.19.23
Bayrou	33.00	10.45	5.55	7.51	12.13	1.09.44
Mélenchon	43.08	13.51	6.08	4.15	0.46	1.08.08
Le Pen	48.51	12.31	8.36	0.26	4.05	1.14.29
Poutou	40.19	17.15	2.46	5.09	4.18	1.09.47
Arthaud	46.06	5.45	9.22	8.46	4.54	1.16.53
Dupont-Aignan	58.14	3.29	4.08	3.33	3.42	1.13.06
Cheminade	37.34	1.26	6.06	12.28	13.26	1.11.00
Joly	33.04	9.35	6.58	14.29	4.59	1.09.05

1. Répartition du temps : Interviews et questions des auditeurs

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	32.33	7.27	0.56	1.30	0.00	42.26
Sarkozy	34.57	7.31	0.32	0.34	1.46	45.20
Bayrou	19.46	3.17	5.55	4.21	6.52	40.11
Mélenchon	20.32	9.23	5.00	3.43	0.00	38.38
Le Pen	27.01	4.41	6.54	0.26	0.46	39.48
Poutou	23.46	6.30	0.32	2.54	2.23	36.05
Arthaud	23.55	5.29	7.08	4.33	0.42	41.47
Dupont-Aignan	32.10	1.01	2.00	2.50	1.52	39.53
Cheminade	21.23	0.38	3.41	5.20	8.51	39.53
Joly	18.37	3.16	4.45	7.40	3.02	37.20

2. Répartition du temps : Interviews

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	26.03	7.03	1.24	1.59	0.14	36.43
Sarkozy	24.35	4.03	0.00	3.29	1.56	34.03
Bayrou	13.14	7.28	0.00	3.30	5.21	29.33
Mélenchon	22.36	4.28	1.08	0.32	0.46	29.30
Le Pen	21.50	7.50	1.42	0.00	3.19	34.41
Poutou	16.33	10.45	2.14	2.15	1.55	33.42
Arthaud	22.11	0.16	2.14	4.13	4.12	33.06
Dupont-Aignan	26.04	2.28	2.08	0.43	1.50	33.13
Cheminade	16.11	0.48	2.25	7.08	4.35	31.07
Joly	14.27	6.19	2.13	6.49	1.57	31.45

3. Répartition du temps : Questions des auditeurs

Il convient tout d'abord de noter dans le tableau 1, même si l'écart n'est pas si conséquent eu égard à la durée totale des interventions respectives, que les candidats dominants ont le plus de temps pour s'exprimer que les autres candidats dans les deux séquences (interviews et questions des auditeurs) qui sont généralement considérés comme les temps fort de la matinale pour les invités (de 3 à 11 minutes de plus selon les candidats, 7min45 de plus en moyenne).

→ Prime aux candidats dominants sur les enjeux

Dans le tableau 1, les candidats dominants sont également ceux qui s'expriment le plus sur les enjeux, et ce de manière particulièrement marqué. Ainsi, François Hollande et Nicolas Sarkozy ont un temps de respectivement 58m36 et 59m32, contre une moyenne de 40m16 pour tous les autres candidats, à l'exception de Nicolas Dupont-Aignan. Le candidat souverainiste s'exprime autant sur les enjeux que les candidats dominants (58m14). Plutôt curieuse au départ, cette constatation peut être expliquée par plusieurs hypothèses. De par sa solitude sur l'échiquier politique et son refus systématique de toute alliance, Nicolas Dupont-Aignan est en effet moins interrogé sur les aspects relatifs au jeu et dans tous les cas, coupe court à la question. De même, il est celui des candidats résiduels qui est le moins amené à parler de lui-même ou à justifier de sa crédibilité, de par son parcours politique plus établi (député-maire depuis 1995, ex-membre de l'UMP, médiatisé au moment du « non » au traité constitutionnel européen) comparé à, pour ne citer qu'eux, Philippe Poutou ou Nathalie Arthaud.

En rentrant dans les détails, le fait que François Bayrou, supposés appartenir à la catégorie des candidats intermédiaires, s'exprime si peu sur les enjeux (33 minutes) interpelle. En effet, si la moyenne des candidats intermédiaires (41min40) surpasse quand même la moyenne des quatre petits (39min15, Dupont-Aignan toujours exclus), elle monte à 46 minutes si l'on retire François Bayrou. Ce qui tendrait à valider un peu plus la hiérarchie dominants/intermédiaires/résiduels. Les explications quant à ce déficit de discours sur les enjeux de la part de François Bayrou sont compliquées à identifier mais proviennent en partie du fait qu'il fait partie des trois candidats qui s'expriment le moins, et qu'il passe beaucoup plus de temps que la plupart des autres (12min13 pour une moyenne totale de 5min14) à traiter de sujets anecdotiques comme la numérisation des données administrative, les améliorations à apporter au dossier médical individuel ou sur des sujets un peu vague comme « le mode de pensée de français ».

→ Candidats dominants et intermédiaires s'emparent du jeu

En ce qui concerne le jeu, la répartition est sensiblement la même entre candidats dominants et intermédiaires (tous compris entre 10min45 pour Bayrou et 14min30 pour Hollande). Cela s'explique par le fait que les candidats dominants sont interrogés sur leurs stratégies pour rassembler au second tour et leurs éventuelles alliances, tandis que les candidats intermédiaires, qui peuvent peser sur le second tour de par leur poids électoral supposé, sont interrogés sur le candidat dominant qu'ils vont soutenir ou, si le soutien n'est pas inconditionnel, sur les négociations qui se jouent avec les candidats dominants. Aucun différentiel de temps significatif ne peut être perçu entre candidats dominants et candidats intermédiaires en ce qui concerne le discours sur le jeu.

Les résultats sont beaucoup plus disparates en ce qui concerne les 5 petits candidats. Dans tous les cas, leur discours moyen sur le jeu est plus court que celui des cinq autres candidats (7min29 pour les petits candidats contre 12m38 pour les cinq autres). Mais il cache de grosses différences, ainsi Philippe Poutou et Eva Joly s'expriment respectivement 17min15 et 9min35 sur le jeu quand les trois autres cumulent à peine plus de 10 minutes (5min45 pour Arthaud, 3min29 pour Dupont-Aignan, 1min26 pour Cheminade. Ce différentiel s'explique en raison des accords électoraux et de la personnalité des candidats. Cheminade et Dupont-Aignan, de part le poids quasi nul de leur électorat et leur solitude sur l'échiquier politique sont, de facto,

éliminés du jeu. Nathalie est un peu plus interrogée, mais étant donné qu'elle refuse systématiquement toute alliance avec François Hollande, les discussions ne sont jamais longues. Eva Joly est sensiblement plus interrogée en raison de l'accord électoral qui la lie à François Hollande et qui a fait beaucoup parler de lui. Enfin, Philippe Poutou est amené à beaucoup s'exprimer sur le jeu, mais pour des raisons qui semblent légèrement différentes. Il y a d'une part les questions, comme pour Nathalie Arthaud, d'une éventuelle alliance avec la gauche, mais la personnalité du candidat peut aussi expliquer une bonne partie des questions sur le jeu. Ainsi, un certain « franc-parler » de Philippe Poutou, peu rompu à la chose politique et visiblement mal à l'aise sur les questions de stratégie et d'alliances politiques, amène les intervieweurs à insister sur la question, espérant, par exemple, obtenir des indications sur d'éventuelles manœuvres de coulisses. Reste que d'une manière générale, le jeu politique est, comme les enjeux, un sujet plus discuté par les candidats dominants et intermédiaires.

→ Commentaires pour les candidats intermédiaires et justification pour les candidats résiduels

Moins interrogés sur les enjeux et sur le jeu, les petits candidats se distinguent dans la catégorie « discours sur soi » tandis que les candidats intermédiaires sont plus interrogés sur les commentaires des mesures des autres candidats. Ainsi, pour le temps passé à discourir sur les propositions ou déclarations des autres candidats, les cinq petits ont une moyenne de 5min52, contre seulement 1min26 pour les deux candidats dominants, très rarement amenés à se prononcer sur la campagne des autres candidats. Mais les candidats intermédiaires sont les plus interrogés (7min20 en moyenne) sur les propositions des autres candidats, et quasi exclusivement sur celle des candidats dominants. Ces questions répondent généralement de la volonté de tester la concordance des positions des uns et des autres, en fonction des alliances respectives.

Les candidats résiduels se distinguent nettement dans la catégorie « discours sur soi » qui, pour contenir des thèmes tels que « vie privée », « moral » ou « parcours politique », est surtout nourrie, dans le cas des petits candidats, par les catégories « analyse et raisons de l'échec », « mise en doute de la crédibilité du candidat/tentative de justification ». Les candidats dominants et candidats intermédiaires semblent pouvoir être traités conjointement avec une moyenne de 3min59. François Hollande, Nicolas Sarkozy et Jean-Luc Mélenchon sont dans la moyenne avec des durées allant de 3min29 à

4min15, tandis que François Bayrou est beaucoup interrogé (7min51) en raison de son échec relatif par rapport à sa position de troisième homme en 2007, et Marine Le Pen l'est très peu (0min26) en raison du succès apparent de sa prétendue stratégie de « dédramatisation ». Pour les petits candidats, la moyenne se fixe à 8min54, soit plus du double de celle des cinq autres candidats. A noter cependant que les résultats ne sont pas uniformes. Ainsi, Jacques Cheminade est à 14min29, notamment en raison de la récurrence de questions sur sa crédibilité, Eva Joly est à 12min28, beaucoup interrogé sur son échec en raison du faible score que lui donne les sondages, rapporté à l'importance de son parti sur l'échiquier politique. En revanche, Nicolas Dupont-Aignan l'est beaucoup moins (3min33), et si on aborde parfois son échec, sa crédibilité est rarement attaquée.

Les résultats de la catégorie « autres » ne contiennent pas de réels enseignements. En effet, la répartition du temps dans cette catégorie semble plutôt dépendre de la nature du candidat et de son type de communication. Ainsi, François Bayrou et Jacques Cheminade sont ceux qui évoquent le plus de sujets anecdotiques (respectivement 12min13 et 13min 26 quand la plupart des autres candidats sont autour de 4 minutes). Pour François Bayrou cela semble tenir d'une certaine posture de pragmatisme, qui l'amène souvent à traiter de sujets anecdotiques comme ceux cités plus hauts, réputés être plus proches de la vie des français. Pour Jacques Cheminade cela tient plus à son discours relativement évasif, qui dérive facilement dans l'anecdote et le récit historique, pour en arriver à ne traiter aucun enjeu en particulier. De même cela tient aussi à son programme, qui pour toute une partie (physique nucléaire et exploration de l'espace) traite de sujets que l'on peut légitimement considéré comme anecdotique dans le cadre d'une étude sur les enjeux majeurs de l'élection présidentielle de 2012.

De ce premier exposé des résultats ressortent plusieurs enseignements. Ainsi, il apparaît que les candidats dominants tendent à être interrogés en priorité sur les enjeux, puis sur le jeu. Les candidats intermédiaires sont, proportionnellement aux autres candidats, plus interrogés sur le jeu et les commentaires. Tandis que les candidats résiduels sont interrogés de manière plus disparate, selon la personnalité du candidat. Reste qu'ils sont moins interrogés sur les enjeux, et plus interrogés que les autres sur leur parcours, crédibilité et échec programmé.

C/ Les enjeux rattachés aux différents candidats

Dans cette troisième sous-partie, nous présenterons les résultats détaillés de la catégorie enjeux, pour chaque candidat. Nous tenterons de voir s'il y a des différences entre les enjeux rattachés à chaque candidat, avant d'étudier la résonance des différentes interviews avec la communication contrôlée des candidats telle qu'identifiée dans les professions de foi. Pour une question de place, seront présentés ci-dessous seulement les résultats globaux (interviews et questions des auditeurs), les résultats plus détaillés pouvant être trouvés en annexe, avec le détail de la composition de chacune des catégories. Pour plus de visibilité, ont été marqués en jaune les enjeux sur lesquels le candidat s'est exprimé plus de 5 minutes, ce qui peut commencer à être considéré comme un enjeu important, eu égard à la durée totale du discours sur les enjeux.

Candidats	Europe	Emploi	Macroéconomie	Microéconomie	Fiscalité	Politique sociale
Hollande	8.13	0.59	8.18	14.00	7.57	4.53
Sarkozy	10.26	1.40	8.04	6.10		6.04
Bayrou	4.39		9.14	6.40	1.45	1.01
Mélenchon	5.15		7.39	21.20	3.26	2.22
Le Pen	7.27		9.33	10.45		0.35
Poutou		1.45	7.07	14.31	1.00	3.43
Arthaud		1.27	4.46	15.23		1.07
Dupont-Aignan	29.05		6.59	6.45	1.40	2.35
Cheminade	3.17	4.05	14.49	1.13	2.06	3.08
Joly	2.18				0.34	1.29

Candidats	Immigration/Identité nationale	Sécurité	Logement	Éducation	Environnement
Hollande				6.10	
Sarkozy		0.30	3.21		0.37
Bayrou	1.40				
Mélenchon					2.24
Le Pen	17.05				
Poutou					2.52
Arthaud				0.32	1.31
Dupont-Aignan	0.27		1.14		1.13
Cheminade				1.03	2.51
Joly	1.59				11.56

Candidats	Politique internationale	Justice	Institutions	Terrorisme	Rapports sociaux	Sociétal
Hollande	6.06	0.47	0.20		0.53	
Sarkozy	5.42	4.26	8.03		0.33	
Bayrou			3.01			3.31
Mélenchon			0.29		0.13	
Le Pen		2.07		0.24		0.55
Poutou			0.21		9.00	
Arthaud	4.39	1.29	1.08		13.31	
Dupont-Aignan		3.26	3.24			1.26
Cheminade	2.11		2.37		0.14	
Joly	0.27	14.02	0.19			

→ L'exhaustivité des candidats dominants

Tout d'abord, il convient de constater que les candidats dominants sont amenés à s'exprimer en profondeur sur beaucoup plus d'enjeux que les autres. Ainsi François Hollande et Nicolas Sarkozy passent tous deux plus de 5 minutes sur six enjeux différents. A titre de comparaison, c'est 4 pour Marine Le Pen, 3 pour Jean-Luc Mélenchon, Philippe Poutou et Nicolas Dupont-Aignan, 2 pour François Bayrou, Eva Joly et Nathalie Arthaud, un seul pour Jacques Cheminade. Même si c'est moins significatif, on peut également remarquer que les candidats dominants sont interrogés sur 12 thèmes différents, quand la moyenne des huit autres candidats est à 9. Les candidats dominants traitent donc une matière plus exhaustive.

A l'inverse, on voit que bon nombre des autres candidats (intermédiaires ou résiduels) sont interrogés en profondeur sur seulement quelques enjeux. Mais en regardant les résultats plus en profondeur il est possible de constater un phénomène que l'on pourrait de l'« *issue ownership*²⁹ », définit comme la réputation de crédibilité attachée à un candidat ou un parti sur un ou plusieurs enjeux en particulier. Ainsi, Marine Le Pen est interrogée plus de 17 minutes (soit plus d'un tiers de son temps), sur les questions d'immigration et d'identité nationale, Nicolas Dupont-Aignan passe plus de 29 minutes (soit la moitié de son temps) à parler de l'Europe, tandis que Mélenchon

²⁹PETROCIK John, « The Theory of Issue Ownership: Issues, Agendas, and Electoral Coalitions in the 1988 Elections », In : *Présenté au congrès annuel de l'Association Américaine de Science Politique*, 1989, Atlanta

passé 21 minutes à parler de microéconomie (salaires, entreprises, coût du travail). Eva Joly passe également plus d'un tiers de son temps (un peu moins de 12 minutes) à parler d'écologie, Cheminade un peu moins de la moitié (14min49) de son temps à parler de questions macroéconomiques (dette, finance), et Arthaud 13 minutes (un peu plus d'un tiers de son temps) à discuter sur la lutte des classes. Le temps des gros candidats est mieux réparti (14 minutes maximum sur la microéconomie pour François Hollande, 10min26 sur l'Europe pour Nicolas Sarkozy).

→ Les enjeux les plus importants pour les candidats dominants

Il est également possible de constater que tous les candidats sont interrogés sur les questions économiques (micro et macro), à part Eva Joly. De même, même si c'est moins en profondeur, tous les candidats sont interrogés sur les sujets sociaux. Ayant vu un peu plus tôt dans la présente étude que les sujets économiques et sociaux étaient des enjeux majeurs de cette élection (pour les électeurs, les candidats, et les médias pour les sujets économiques), nous pouvons donc constater que les intervieweurs posent des questions sur ces thèmes à chacun des candidats. De même, à l'exception de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, tous les candidats sont interrogés sur l'Europe. Ainsi, les sujets réputés sérieux sont quasi systématiquement. En revanche, seuls Nicolas Sarkozy et François Hollande sont interrogés en profondeur sur la politique internationale (à l'exception de Nathalie Arthaud qui est interrogée près de 4 minutes sur ce thème par Jean-Pierre Elkabbach, sans qu'il semble vraiment y avoir de justification) qui est le premier enjeu traité par les médias sur la période allant de janvier à avril 2012.

→ La place de la communication officielle

En ce qui concerne la place de la communication officielle, les petits candidats et candidats intermédiaires semblent, dans certains cas, être laissés plus libre que les candidats dominants. C'est le cas pour Nathalie Arthaud et Philippe Poutou, qui passent les deux tiers de leur temps de discours sur les enjeux à parler de microéconomie et de lutte des classes, qui sont les deux enjeux majeurs de leurs programmes respectifs, même si on trouve de nombreux autres enjeux dans le programme de Philippe Poutou. De même pour Jacques Cheminade, qui passe entre le tiers et la moitié de son temps à parler de macroéconomie, enjeu principal de son programme, et un autre tiers à parler de l'espace et de la physique nucléaire (classé dans anecdotes) second enjeu principal de

son programme. Nicolas Dupont-Aignan avait fait de l'Europe son premier enjeu (parmi de nombreux autres), il passe la moitié de son temps à en parler. C'est plus ambivalent pour Eva Joly, qui passe certes un tiers de son temps à parler d'environnement (premier enjeu soulevé dans sa profession de foi) mais qui passe encore plus de temps sur la justice, qui ne fait pas partie des cinq thèmes principaux mis en avant dans son programme. A première vue, les candidats résiduels semblent donc être plus en mesure de dérouler leur programme que les gros candidats. Nous verrons par la suite pourquoi ces résultats doivent être analysés plus en détails.

En ce qui concerne les candidats intermédiaires, il est possible de voir que Marine Le Pen passe un peu moins de la moitié de son temps à parler d'économie, et un peu plus d'un tiers à parler d'immigration et d'identité nationale, ce qui correspond assez bien à l'échelle des priorités établies dans son programme. De même Jean-Luc Mélenchon passe la moitié de son temps à parler de microéconomie, principal enjeu de son programme. François Bayrou fait exception, et aucun enjeu n'émerge vraiment dans son discours, cela peut aussi être dû au fait qu'il parle moins sur les enjeux que les autres candidats. Ainsi les petits candidats comme les candidats intermédiaires sont interrogés en priorité sur le ou les principaux enjeux de leur programme et disposent d'un large temps pour en parler.

En revanche, les deux candidats dominants, étant interrogés sur un plus grand nombre de sujets, avec un temps de parole mieux répartis entre les différents enjeux, ne semblent pas être autant en mesure de dérouler leurs programmes que les petits candidats et candidats intermédiaires. Les deux candidats avaient des programmes à dominante économique, et surtout macroéconomique (réduction de la dette et équilibre budgétaire). François Hollande a été interrogé relativement longuement sur l'économie, mais en priorité sur les questions microéconomiques (14 minutes contre 6 pour la macro). Nicolas Sarkozy a lui été beaucoup moins interrogé sur l'économie en général (macro et micro), proportionnellement aux autres candidats. De plus, Nicolas Sarkozy avait fortement axé son programme sur la question de l'insécurité, de l'immigration et de l'identité nationale, or il n'a parlé que 30 secondes de sécurité, et pas du tout d'immigration. De même, si François Hollande a pu rapidement parler d'éducation (6minutes, ce qui est peut être donné qu'il s'agit du second enjeu majeur dans sa profession de foi) et pas du tout des questions institutionnelles.

Au terme de cette première sous partie, il semble donc possible de dire que les résultats de l'analyse semblent confirmer la possibilité de séparer l'ensemble des candidats en trois sous ensembles (dominants, intermédiaires résiduels). Si chacune des différences, prise individuellement, n'accrédite pas cette triple séparation, c'est le recoupement des différentes constatations observées lors de cette sous-partie qui semble permettre de mettre en lumière l'existence de ces trois catégories bien distinctes.

4) La construction de l'ethos du candidat

Après avoir mis en lumière les différences entre les thèmes de questionnement pour les différents candidats à l'élection présidentielle, il convient maintenant d'émettre quelques hypothèses sur la façon dont ces différences participent à la construction d'ethos différenciés pour chaque type de candidat. Nous partirons de l'hypothèse que les différences de traitement entre les catégories de candidats que nous avons pu observer. Nous étudierons d'abord les candidats dominants, puis les candidats intermédiaires, avant de finir par les candidats résiduels.

A/ Les vrais candidats

Les observations tirées de la première sous-partie amènent à penser que seuls les deux candidats dominants sont considérés comme les « vrais candidats », ceux qui comptent vraiment. Frédéric Haziza l'admet d'ailleurs du bout des lèvres, quand il parle des différents candidats :

« Parce qu'il y en a un qui a une chance d'être élu président de la république et qui est considéré comme... Je vais pas dire plus sérieux mais qui... Dont la parole est importante pour l'avenir de la France. »

De fait, ces candidats se voient accordé plus de temps pour parler des enjeux mais également du jeu, les deux grands ensembles de discussions occupant le plus de place lors des interviews. De même lorsqu'on regarde les résultats du jeu plus en détail

Candidats	Alliances	Stratégie	Sondages	Politique interne au parti	TOTAL
Hollande	3.31	10.02	0.21	0.36	14.30
Sarkozy	0.43	8.39	1.34	0.38	11.34
Bayrou	4.13	5.01	1.09	0.22	10.45
Mélenchon	9.04	4.15		0.32	13.51
Le Pen	0.51	11.40			12.31
Poutou	11.57	4.46		0.32	17.15
Arthaud	3.20	0.16	0.32	1.37	5.45
Dupont-Aignan	1.53	1.36			3.29
Cheminade	0.57	0.29			1.26
Joly	6.21	3.14			9.35

(tableau 7) on voit que, même lorsqu'ils sont interrogés sur le jeu, les questions ne sont pas les mêmes.

4. Résultats détaillés de la catégorie « Jeu » : Interviews et auditeurs

En effet, les candidats dominants sont interrogés plus de deux fois plus longtemps que les autres candidats sur leurs stratégies quand les candidats intermédiaires sont plutôt interrogés sur leurs alliances. A l'exception de Marine Le Pen, qui n'est pas beaucoup interrogée sur les alliances de par la solitude de son parti sur l'échiquier politique, et qui est beaucoup interrogée sur la stratégie de par le cadrage médiatique autour de sa personne, marquée par la « dédramatisation », un changement de stratégie longuement analysé dans les médias. Ainsi, ce sont les candidats dominants qui fixent les règles du jeu. Peu interrogés sur les alliances par rapport à leurs éventuels partenaires (3min30 pour Hollande contre 9min04 pour Mélenchon, 11min57 pour Philippe Poutou ou 6min21 pour Eva Joly), les grands candidats sont amenés à discourir en premier sur leurs stratégies pour le second tour, ce qui renforce nécessairement leur crédibilité politique et leur statut de « vrai candidat ».

De même, l'exhaustivité qui tend à ressortir des questions sur les enjeux tend à renforcer leur statut de « vrai candidat » à la parole qui pèse, puisqu'ils sont les seuls à s'exprimer sur la plupart des enjeux importants pour l'avenir du pays (dont le meilleur exemple semble être la politique internationale). Les orientations données par leurs programmes importent peu, dans le sens où les intervieweurs essaient de les faire parler sur un maximum de sujets importants.

Comme nous l'avons vu, les candidats dominants ne sont que très peu amenés à commenter les propositions des autres candidats. Encore une fois, cela peut impliquer,

de manière sous-jacente, que seules les propositions des candidats qui comptent sont importantes. Dans la même logique, les grands candidats sont rarement interrogés dans la catégorie « discours sur soi ». Ils n'ont pas à expliciter leur parcours politique, ni à justifier de leur crédibilité, qu'on suppose déjà établie. Autant d'éléments qui, de notre point de vue, peut conforter ces candidats, déjà au sommet des sondages, dans leur statut de « vrai candidat » à l'élection présidentielle.

B/ Les arbitres

Viennent ensuite les candidats intermédiaires, qui semblent être ramenés au statut d'« arbitres », étant donné leur poids électoral, qui ne leur permet pas de prétendre au second tour mais leur permet de peser sur les élections. Et cela transparaît bien dans la façon dont ils sont interviewés.

Ainsi, comme nous l'avons vu lors de la première sous-partie, les candidats intermédiaires sont autant interrogés sur le jeu que les candidats dominants. Mais à la différence des grands candidats, les candidats intermédiaires sont plutôt interrogés sur leurs alliances que sur leur stratégie. Ainsi, partant du principe qu'ils ne seront pas au second tour, on leur demande de quel côté ils comptent peser et comment, à quel prix sont-ils prêts à s'allier. En revanche, au contraire des candidats résiduels, à qui l'on pose parfois aussi ce genre de questions, la légitimité et la crédibilité des candidats intermédiaires n'est presque jamais mis en doute. Ainsi, ils ne parlent pas plus dans la catégorie « discours sur soi » que les candidats dominants. Tout juste a-t-on quelques interrogations sur les raisons de l'échec chez François Bayrou.

Le fait qu'ils soient, plus que les candidats dominants et les candidats résiduels, amenés à commenter les déclarations et propositions des autres candidats va aussi dans ce sens. En effet, ils sont la plupart du temps interrogés sur les propositions des grands candidats et, de facto, à nouveau renvoyé au rôle d'arbitre. Car bien souvent la question sous-jacente à « que pensez vous de telle ou telle mesure » est une question du type « cette mesure est-elle satisfaisante pour vous ? Joue-t-elle en faveur de votre rapprochement ou de votre éloignement ? ». A l'inverse ce genre de question sur les propositions des adversaires peut également s'inscrire dans le cadre de la recherche de la petite phrase assassine d'un candidat sur un de ses alliés potentiels. Et notamment

dans le cas des interviews de Jean-Luc Mélenchon à qui l'on soumettait régulièrement des mesures ou déclarations de François Hollande, les plus éloignées possibles des convictions du leader du Front de Gauche.

Du coup que l'on s'inscrive dans le cadre d'une recherche d'un terrain d'entente ou de la petite phrase, les candidats intermédiaires sont interrogés sur un nombre important de sujets, même s'il reste moindre que chez les candidats dominants. Ils sont en tout cas amenés à se positionner sur la plupart des enjeux majeurs de la campagne. Là encore, il s'agit, pour une bonne part, de pouvoir comparer leur position avec les prises de position des candidats dominants, dans le but de pouvoir présager d'éventuelles alliances ou d'appuyer sur tel ou tel désaccord. Ainsi, on pourrait émettre l'hypothèse que, si Jean-Luc Mélenchon est tant interrogé sur les questions de microéconomie (21min20 soit la moitié de son temps de parole sur les enjeux), c'est qu'il s'agit du domaine sur lequel ses propositions sont les plus éloignées de celles de François Hollande (SMIC à 1700 euros ou interdiction des licenciements par exemple). Mais en l'absence d'autres résultats concordants, cette remarque doit pour l'heure rester au stade d'hypothèse.

C/ Les extravagants

Enfin, viennent les petits candidats, ramenés au rôle d'extravagant. Ils ne seront jamais président, ni même au second tour, et leur faible électoral leur interdit de peser réellement sur les résultats de l'élection. On va parfois même jusqu'à leur nier les qualités nécessaires pour aller au bout de la compétition. Christophe Barbier le dit d'ailleurs de manière plutôt crue, quand on lui demande ce qu'il veut dire quand il parle de « tentation de montrer leur illégitimité » :

« Sur le thème « vous avez eu les 500 signatures mais qu'est ce que vous représentez ? Qu'est ce que vous avez apporté à ce débat ? Vous êtes pas prêts, vous êtes pas prêts à gouverner. Vous êtes un faux candidat ». »

Partant du principe qu'il s'agit de faux candidat, l'intervieweur poursuit en expliquant comment ce statut de faux candidat influence ses pratiques et le déroulement de l'interview :

« Donc on va déclarer l'interview pour venir sur ce qu'ils peuvent exprimer, une colère, une famille politique, ils les ont eu les 500 signatures. Ils sont le résultat d'un certain rapport des français à la politique. Protestataire, parfois folklorique, qui participe du dégoût de la politique. « Je déteste la politique, j'y crois plus du tout, de toute façon je vais m'abstenir. Mais moi je suis un petit élu et je vais donner ma signature à Cheminade, pour les emmerder. » Ils participent de ça. Une partie du discrédit de la politique s'exprime au travers de la qualification de ces candidats et parfois de leurs scores. Parce que parfois, ils font un ou deux pourcents, en nombre de voix c'est pas rien. »

Pour être particulièrement violentes, ces déclarations n'en sont pas moins éclairantes pour analyser les différents enjeux sur lesquels sont interrogés ces petits candidats. En effet, au delà du fait, déjà pointé dans la première sous-partie, que les petits candidats sont globalement amenés à passer moins de temps à s'exprimer sur le jeu et les enjeux, nous avons vu que les petits candidats sont souvent interrogé très longtemps sur un thème en particulier : l'Europe pour Nicolas Dupont-Aignan ; la macroéconomie et les sciences pour Jacques Cheminade ; la microéconomie et la lutte sociale pour Nathalie Arthaud et, dans une moindre mesure, Philippe Poutou ; et enfin la justice et l'environnement pour Eva Joly. Dans la première sous partie nous avons souligné que ces enjeux sont souvent ceux qui sont en bonne place dans le programme des candidats. Mais il convient de les analyser plus finement.

Dans le cas de Nicolas Dupont-Aignan par exemple, quand il parle près de 30 minutes de l'Europe, il s'exprime en fait quasi exclusivement sur la sortie de l'euro et ses conséquences, un point qu'il n'aborde qu'une seule fois dans son programme, et pas en première place. Pour Jacques Cheminade, quand il parle une quinzaine de minutes de macroéconomie, c'est uniquement pour parler du pouvoir du monde de la finance. Enfin, autre exemple, quand Philippe Poutou est interrogé sur la microéconomie, c'est quasi exclusivement autour de deux de ses propositions : les 32 heures de travail par semaine,

et le SMIC a 1700 euros par mois. C'est la même chose pour Nathalie Arthaud avec l'interdiction des licenciements.

Ces constatations amènent à considérer l'hypothèse suivante. Les petits candidats tendent à être principalement interrogés sur les enjeux qui tendent à les identifier le plus facilement et rapidement possible. Et ce en s'appuyant sur les propositions inédites et/ou les plus discriminantes ou spectaculaires de leurs programmes. Ce qui tend, en autres conséquences, à les éloigner encore un peu plus du centre de la compétition électorale. La sortie de l'euro et le rejet de l'union européenne pour le souverainiste Dupont-Aignan, les fantaisies économiques et les élucubrations sur la lutte des classes de Philippe Poutou et Nathalie Arthaud, les délires de Cheminade sur la finance ou la conquête de l'espace, et les lubies judiciaires et environnementales de l'ex magistrate désormais écolo Eva Joly. Pour être légèrement caricaturale, la présentation ne colle pas moins bien à la réalité de ce qui a pu être observé par les interviews. Si une part des interrogations sur ces thèmes répondent légitimement du fait qu'ils sont souvent importants dans les programmes de ces candidats, le fait que ces candidats résiduels soient quasi exclusivement interrogés sur ces thèmes pose question. Et c'est en ce sens que l'hypothèse posée en début de paragraphe semble pouvoir constituer un début d'explication.

Enfin, il convient bien évidemment de noter que le fait que les petits candidats soient, bien plus que les autres, amenés à s'exprimer sur leur légitimité et à gloser sur leur échec, actuel ou programmé, ne contribue sans doute pas à leur donner poids et crédibilité. D'autant que si les questions sur ces sujets ne sont pas illégitimes, a priori, elles donnent souvent lieu à des charges particulièrement violentes, voire un brin provocatrice. Christophe Barbier expliquait d'ailleurs, dans des propos retranscrits plus haut, que face à des petits candidats, moins expérimentés, on est tentés de «les provoquer ». Des déclarations dans lesquelles on voit aussi poindre, parfois, un jugement de valeur que l'on ne retrouve quasiment jamais dans le cadre des interviews des candidats dominants et intermédiaires.

A la fois provocatrice et fondée sur un jugement de valeur, cette question de Jean-Jacques Bourdin, s'adressant à Nathalie Arthaud sont particulièrement parlantes : «Est ce que vous ne pensez pas que les ouvriers sont un peu lassés par votre archaïsme ? ». Telle question semble difficilement imaginable dans le cadre d'une interview avec François Hollande ou Nicolas Sarkozy et même, dans une moindre mesure dans le cadre

d'une interview de Jean-Luc Mélenchon, Marine Le Pen ou François Bayrou. De même, cette question de Jean-Michel Apathie, s'adressant à Philippe Poutou est édifiante : «Vous voulez sortir du nucléaire en 10 ans mais il y a la question du délai, du réalisme. C'est comme la réduction du temps de travail qui doit être massive. Au fond vous vous faites plaisir. Vous dites des choses un peu en l'air comme ça... C'est important de se faire plaisir mais est-ce que c'est très utile au débat politique ? ». L'intervieweur se fait ici juge et partie. De telles questions autour de la crédibilité et de la légitimité politique du candidat interpellent, d'autant plus qu'elles sont quasi systématiquement posées à l'ensemble des candidats résiduels.

A titre d'exemple il est possible de relever cette réflexion de Jean-Michel Apathie, qui ne prend même pas la peine de formuler une question pour déguiser son avis quand il s'adresse à Jacques Cheminade, après avoir lu à haute voix une partie de son programme : «quand on lit ça on se demande si vous êtes vraiment avec nous ou si vous êtes ailleurs ? [...] Ce que vous écrivez ressemble plus à une rêverie qu'à un programme». Le même genre de réflexion est adressé à Eva Joly par Jean-Pierre Elkabbach : « Il y a aussi de l'écologie chez Mélenchon, qui est entrain de pomper votre énergie verte. Est-ce qu'on a besoin d'un parti vert qui ne se soucie pas trop de la planète, pas trop de l'avenir, qui ne s'intéresse pas à la vraie écologie ?». Enfin, Nicolas Dupont-Aignan n'est pas non plus épargné par Jean-Pierre Elkabbach : «Vous avez dénoncé la classe politique qui, pour vous, n'a pas de légitimité. Pourtant elle est nettement majoritaire par le choix des français. En quoi, quand on a 1% on peut avoir plus de légitimité que ceux qui sont élus ?». A noter, enfin, que seul Patrick Cohen, pour France Inter, n'aborde jamais ce type de question, et tente, dans la mesure du possible de se concentrer sur le jeu et les enjeux. On peut émettre l'hypothèse que cela est dû à sa position d'interview dans un média audiovisuel public, et qui ne peut donc se permettre d'exposer aussi clairement son avis que les éditorialistes/intervieweurs des médias privés.

Conclusion

Avant de procéder à la conclusion, il semble nécessaire de souligner les quelques limites de cette étude, limites qui ne semblent pas toutefois en mesure d'invalider les principales conclusions. Tout d'abord, il aurait été souhaitable de baser l'analyse des interviews sur un corpus plus important. Il aurait par exemple été possible de prendre des interviews télévisées ou d'autres interviews radios des mêmes candidats. Ainsi les résultats auraient été plus faits même si, dans le cadre de notre étude, les principales tendances sont bien présentes. Cela n'a pas été fait car il aurait fallu y consacrer bien trop de temps. De même, il aurait pu être intéressant de comparer plus en détail les différences entre les résultats de l'analyse des interviews et des séquences de questions des auditeurs. Et pour aller plus loin, il aurait également pu être intéressant d'essayer d'identifier des différences entre la façon dont les candidats sont interrogés par les différents intervieweurs (et notamment la différence audiovisuel public/privé). Cela n'a pas été fait, également en raison de contraintes de temps. Enfin, il aurait bien sûr été souhaitable d'avoir un plus grand nombre d'entretiens, mais un certain nombre de personnes contactées, intéressées au début ont repoussé plusieurs fois, jusqu'au moment où le temps ne permettait plus de réaliser tels entretiens.

Reste qu'au terme de l'étude que nous avons menée, il est possible de dire qu'il existe des différences de traitement médiatiques entre petits et gros candidats à l'élection présidentielle. Et ce tant sur les enjeux abordés que sur la façon dont ils sont abordés, en passant par la façon dont sont présentés les candidats. Il semble que les journalistes politiques aient une image préétablie des candidats (candidats sérieux, intermédiaires, folkloriques) qui répond de plusieurs facteurs : expérience politique, poids du parti politique du candidat, capital médiatique, popularité dans les sondages, etc. Cette hiérarchisation des candidats par les intervieweurs politiques ressort particulièrement bien des entretiens réalisés avec les deux journalistes. Et selon les résultats de l'étude que nous avons menée, il semble que cette hiérarchisation se retrouve dans la façon dont ils conduisent leurs interviews.

Ainsi, comme nous l'avons vu en seconde partie, les candidats, qu'ils soient grands ou petits, ne sont pas rattachés aux mêmes enjeux, et les interviews ne

répondent pas aux mêmes objectifs médiatiques. De fait, les différences de traitement entre les candidats à l'élection présidentielle tendent à différencier les vrais candidats, qui peuvent remporter l'élection, des arbitres qui peuvent peser sur le cours de l'élection, et des extravagants dont il s'agit de pointer la différence ou la curiosité (tant sur les propositions de campagne que sur le parcours personnel et politique).

Partant de ce constat il pourrait maintenant être intéressant de se poser la question de savoir si les représentations différenciées des candidats véhiculées dans le cadre des interviews influent sur les perceptions des électeurs. Et si oui, de quelle manière ? De même la hiérarchisation des candidats en terme de « petits », « intermédiaires » et « gros », largement reprise par les électeurs, préexiste-t-elle au discours médiatique, ou est-elle simplement le reflet de la façon dont ces petits candidats, souvent inconnus d'une grande majorité de citoyens sont perçus par le corps électoral ? Ou, au contraire, est-elle le fruit de la représentation de ces différents candidats véhiculée par les médias ?

ANNEXES

Sommaire des annexes

→ Bibliographie.....	64
→ Entretien avec Frédéric Haziza.....	65
→ Entretien avec Christophe Barbier.....	70
→ Détail des catégories d'analyse.....	79
→ Résultats détaillés.....	81

Bibliographie

→Ouvrages généraux

- COHEN Antonin, LACROIX Bernard, RIUTORT Philippe (dir.), *Nouveau manuel de science politique*, Paris, La Découverte, 2009

→Ouvrages spécialisés

- GERSTLÉ Jacques, *La communication politique*, Paris, Armand Colin, 2011

- GERSTLÉ Jacques, *Les effets d'information en politique*, Paris, L'Harmattan 2001

- KACIAF Nicolas, *Les pages « politique » - Histoire du journalisme politique dans la presse française (1945-2006)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013

- NEVEU Erik, *Sociologie du journalisme*, Paris, La Découverte, 2009

→Chapitres d'ouvrages et articles de revues

- CABASINO Francesca, « La construction de l'ethos présidentiel dans le débat télévisé français », in : *Mots. Les langages du politique*, 2009, n° 89, pp. 11-23

- GERSTLÉ Jacques, DUHAMEL Olivier, DAVIS Dennis K., « La couverture télévisée des campagnes présidentielles. L'élection de 1988 aux Etats-Unis et en France », in : *Pouvoirs*, 1992, n°63, pp. 53-70

- MATHIEN Michel, « De la raison d'être du journaliste », in : *Communications et langage*, 1993, vol. 98, n° 98, pp. 62-75

- MORIN Edgar, « L'interview dans les sciences sociales et à la radio-télévision », in : *Communications*, 1966, vol 7, n° 7, pp. 59-73

- NEVEU Erik, « Des questions « jamais entendues ». Crise et renouvellement du journalisme politique à la télévision », in : *Politix*, 1997, vol. 10, n° 37, pp. 25-56

- NEVEU Erik, « Quatre configurations du journalisme politique », in : RIEFFEL Rémy et WATINE Thierry (dir.), *Les mutations du journalisme en France et au Québec*, Paris, Panthéon-Assas, 2002

Entretien avec Frédéric Haziza, 23 septembre 2013 – 17 minutes

Frédéric Haziza, 53 ans, est journaliste politique à La Chaîne Parlementaire (LCP) depuis 2003, Radio J depuis 1988 et collabore régulièrement au Canard Enchaîné. Il anime deux émissions d'interviews politique, « Questions d'info » sur LCP et « Le form politique » sur Radio J. Émissions qui l'ont amené à interroger tous les candidats à l'élection présidentielle de 2012.

L'interview, négociée par téléphone, s'est déroulée dans son bureau au sein des locaux de LCP. L'environnement est relativement neutre et le bureau légèrement exigü. Il est pressé et ne m'accorde qu'une quinzaine de minutes. Dans tous les cas, il ne paraît pas très à l'aise avec l'exercice et pas vraiment enclin à parler longuement sur son métier et ses pratiques. De même, il produit par moment un discours un peu formaté. Reste que certains éléments sont intéressants, et notamment les passages sur les règles autour du temps de parole, et la façon dont il perçoit la différence entre « petits » et « gros » candidats.

Selon vous, lors d'une interview, quel est le rôle du journaliste ?

C'est poser des questions pour avoir des réponses auxquelles seraient... Enfin les réponses qu'attendent les français, les téléspectateurs ou les auditeurs. Donc c'est aussi bien des questions de fond... Et surtout, le rôle du journaliste c'est d'écouter ce que le politique dit, ne pas prendre parti, poser des questions neutres, heu... Et lui permettre... Enfin contribuer à ce qu'ils puissent faire passer son message.

Quand vous dites, les réponses qu'attendent les français, comment déterminez vous ce qui intéresse les téléspectateurs ?

Tout dépend si on est en campagne. Hors campagne, c'est l'actualité. Ça dépend de l'actualité, des débats en cours, c'est surtout ça. Et dans le cadre d'une campagne c'est surtout au niveau des programmes, c'est la prospective. Quand c'est une campagne présidentielle pour les cinq ans à venir.

C'est ce que j'allais vous demander, j'imagine que les enjeux sont quand même relativement différents quand on est en campagne ou pas...

Oui. C'est pas le même type de questionnement mais c'est le même type de techniques.

C'est à dire ?

Bien quand c'est l'hebdomadaire normale, on parle d'actu, et quand c'est une émission qui est liée à une campagne électorale, que ce soit présidentielle, législative, municipale ou européenne, c'est en rapport avec la campagne, avec les enjeux de la campagne, les programmes et la perspective sur les cinq ans à venir, les grands thèmes de campagne...

Qu'importe le type de candidat que vous avez en face de vous ?

Oui sur la campagne c'est... Oui oui. Alors je sais que pour la dernière campagne on a eu un problème avec Cheminade, parce qu'on a dit qu'on avait pas traité Cheminade de la même manière que les autres. Qu'on ne l'ait pas traité de la même manière je sais pas mais en tout cas on lui posait des questions sur son programme. Quand un candidat a un programme loufoque, il faut qu'on l'interroge sur les tenants et les aboutissants de son programme, c'est pour ça que... Je lis encore des trucs tous les jours comme quoi on l'a mal traité. On le traite comme les autres, il y a des choses qui sont plus ou moins sérieuses donc on essaye de voir derrière. Et puis Cheminade avait dit beaucoup de conneries pendant la campagne. Sur son programme mais aussi les gens autour de lui donc on voulait savoir ce qu'il y avait derrière. C'est pas parce qu'il est candidat à une élection qu'il faut tout accepter, on peut aussi essayer de voir ce qu'il y a derrière.

Et vous lors de la dernière élection vous animiez une émission d'interview politique sur LCP mais vous travailliez aussi sur Radio J (radio communautaire juive) c'est bien ça ?

Oui.

Vous y faisiez également des interviews ?

Oui, dans l'émission du dimanche.

Et des choses vous ont particulièrement marqué lors de cette campagne ?

Non, c'était une campagne assez classique. Enfin une présidentielle c'est jamais comme les autres... Mais c'était une campagne présidentielle classique avec un président sortant qui était en difficulté par rapport à son challenger.

Beaucoup de rédactions et de journalistes se sont plaint de la rigidité de la règle de l'égalité stricte de temps de parole, c'est quelque chose que vous avez partagé ?

[Le téléphone sonne]

On parlait de la règle d'égalité du temps de parole.

Eh bien c'est ce qui nous a conduit à devoir inviter tout le monde. Donc heu... Ce qu'il s'est passé c'est qu'on a pris tous les candidats ou leurs représentants, je crois qu'il n'y a que Sarkozy qui est pas venu. Sarkozy je l'ai eu à Radio J mais pas ici. Donc on... EN fait on avait deux invités par émission mais ça... Enfin bref pour le passage d'antenne c'est très compliqué quoi.

C'est à dire ?

Bah on est obligés, sur deux ou trois semaines, de prendre tout le monde. Et c'est très compliqué. Il y avait une quinzaine de candidats si je ne me trompe pas et c'est très compliqué d'équilibrer. Et quoi qu'on en dise on a pas... On a pas envie de savoir la même chose, de poser les mêmes questions et d'avoir les mêmes réponses d'un candidat qui a une chance d'être élu par rapport à un candidat qui a aucune chance et qui représente pas grand chose.

Ça va peut être vous paraître bête comme question mais pourquoi ?

Parce qu'il y en a qui a une chance d'être élu président de la république et qui est considéré comme... Je vais pas dire plus sérieux mais qui... Dont la parole est importante pour l'avenir de la France. L'autre y contribue au débat mais on est pas obligés d'inviter... L'égalité totale c'est un non-sens.

Qu'est ce que vous pensez qu'il faudrait faire du coup ?

En fonction de la représentativité.

Donc c'est pas uniquement l'aspect technique ?

Bah non, il y a la représentativité oui. Le problème technique c'est notamment... Enfin en radio c'est encore pire qu'ici. Quand vous passiez un candidat une minute... Quand vous passez Sarkozy une minute faut passer Cheminade une minute, c'est très compliqué. Ça veut dire que la campagne... Y a plus de campagne.

C'est à dire ?

Ça veut dire qu'il y a plus d'analyse c'est uniquement des sons mais sans analyse parce que vous êtes obligés de tronçonner les flashes d'info des journaux.

Mais du coup, à contrario des journalistes qui se plaignaient de devoir respecter la règle, les petits candidats déploraient quand même une certaine bipolarisation qui induisait des différences de traitement..

Bah ils ont tous été invités. Mais en même temps ça me semble quand même pas illogique de tenir compte de la représentativité des candidats qu'on a en face.

Mais par rapport à ce que vous me disiez tout à l'heure sur le fait que vous interrogiez tous les candidats de la même façon en période de campagne, il y a quand même des choses qui changent en fonction de la représentativité ?

On avait pour tous le même questionnement. Dans le cas de Cheminade par exemple, je me rappelle plus très bien comment ça s'est passé l'émission mais je pense qu'on a commencé par de l'actualité. Et ensuite, on l'a interrogé sur son programme, comme on a interrogé les autres sur leurs programmes. Il nous parlait des hommes dans l'espace, de

ces trucs, de la finance dominée par les Rotschild tout ça... Donc nous on pose des questions c'est tout, après si il dit des conneries il dit des conneries.

Ok ok. Et jusqu'à présent, vous m'avez décrit ce que vous pensez être une bonne interview, qu'est ce qui en ferait une mauvaise ?

De pas laisser parler le candidat, de pas l'écouter, de prendre parti... Mais surtout ce qui est important c'est d'écouter l'invité pour pouvoir rebondir sur ce qu'il dit parce que si on s'en tient à un questionnement qui a été préparé à l'avance il en sort rien.

Et comment vous préparez vos interviews généralement ?

Pour l'émission de LCP y a un canevas de 43 minutes où on met une soixantaine de questions généralement. On ne les pose pas toutes mais comme ça on arrive avec un plan préétabli et à partir de ça on évolue. Toutes les questions ne sont pas posées mais au moins on prépare. Ça commence par l'actu et on continue par tous les thèmes qui peuvent intéresser les gens.

D'accord. Pour finir j'ai juste quelques petites questions à vous poser sur votre parcours professionnel si ça ne vous dérange pas.

Non, allez-y.

Depuis combien de temps travaillez-vous sur LCP ?

2003 pour LCP, et Radio J 1988.

Et vous n'exercez pas dans d'autres médias audiovisuels ?

Non. J'écris pour le Canard Enchaîné par contre. Mais j'ai un profil un peu particulier parce qu'au départ j'ai une formation d'ingénieur en informatique, j'ai pas de formation en journalisme.

Qu'est ce qui vous y a amené ?

J'ai toujours été intéressé par le journalisme. Quand j'étais étudiant, en même temps j'étais à Radio J de manière bénévole, et à un moment donné, en 1988, j'ai décidé d'arrêter... Enfin de changer complètement. Je voulais la carte de presse.

Qu'est ce qui vous attirait ?

Le contact avec les gens, poser des questions. Le journalisme m'a toujours passionné. Le journalisme et la politique. Donc j'ai toujours été journaliste politique, et puis mon émission à Radio J depuis 1988 et maintenant elle est installée alors que c'est une toute petite radio, c'est rien du tout. Mais elle est installée dans le paysage audiovisuel.

Et l'exercice de l'interview c'est donc quelque chose que vous aimez bien ?

Oui oui. Moi j'aime bien poser... Les analyses c'est pas tout à fait mon truc mais les interviews oui. Ça me passionne.

Pourquoi ?

Parce que j'aime bien... C'est l'échange avec le politique qui est en face et je respecte les politiques. Parce oui, quand on interview, quand on est un journaliste politique, il faut aimer la politique, il faut aimer les politiques et il faut les respecter.

C'est à dire ?

Il faut considérer qu'ils sont pas tous pourris quoi. Il faut sortir de ce préalable là. Les politiques sont tous pourris c'est pas vrai. C'est des gens qui, quelque soit le parti auquel ils appartiennent, ils se donnent à leur métier, ils consacrent tout leur temps, week-end compris, à leur... Aux gens qui les élisent ou à leurs électeurs, aux français... Donc voilà, il faut les comprendre et voir ce qu'il y a derrière.

Et c'est quelque chose que l'on pourrait dire de Hollande comme de Arthaud ?

Bah les gens qui sont élus... Oui, Arthaud je la connais moins...

Non mais Arthaud c'est un exemple.

Non mais dans tous les cas c'est des gens qui se consacrent... Qui considèrent... Quelques soient leurs idées, ils font ça pour le bien commun. Après, bien sur, j'aime bien interroger des gens qui représentent quelque chose.

Je vois.

Le seul problème que j'ai eu c'est par rapport à Marine Le Pen à Radio J. Moi je voulais l'interviewer parce que y a un problème entre l'extrême droite à Radio J puisque c'est la radio de la communauté juive. On a jamais interviewé son père, et quand j'ai décidé de l'interviewer, c'était en 2011, je considérais que c'était pas le père et qu'elle laissait entendre qu'elle avait évolué. Donc je voulais aller au fond des choses et poser les questions, savoir si c'était superficiel, artificiel ou savoir si il y avait un changement. L'invitation avait été lancée mais a été stoppée parce que ça provoquait une polémique parmi les auditeurs... Pour vous dire que, quel que soit le support, a priori nous on invite tout le monde.

Entretien avec Christophe Barbier, 7 octobre 2013 – 29 minutes

Christophe Barbier, 46 ans, est éditorialiste et directeur de la rédaction de l'Express, éditorialiste et intervieweur sur I>Télé. Lors de la campagne présidentielle de 2012, il a interrogé tous les candidats à l'élection présidentielle.

L'entretien, négocié par mail, s'est déroulé dans un bureau de l'Express, apparemment réservé aux interviews, étant donné sa disposition. L'homme est visiblement assez occupé, et la rencontre est sensée durer entre 20 et 30 minutes. Il est très à l'aise avec l'exercice, maîtrise la parole et va droit au but. À certains moments, si on ne l'arrête pas, il ne s'arrête pas non plus. L'entretien est particulièrement intéressant sur les règles d'égalité du temps de parole, la fascination exercée par le « gros » candidats, et la condescendance envers les « petits » candidats.

Quel doit être, selon vous, le rôle du journaliste du journaliste politique en interview ?

Le seul objectif c'est de faire sortir des informations. C'est que l'homme ou la femme politique dise des choses inédites pour le téléspectateur. Le rêve c'est un homme politique qui annoncerait : « je vais démissionner de mon ministère, j'ai décidé d'augmenter les impôts de 50% » et hop patatras, il y a la dépêche qui tombe. On a une annonce comme on dit. Ça ça arrive parfois. Soit de manière spontanée, parce qu'au détour d'une question, l'homme politique dit « tiens, vous me parlez de ça, j'ai une annonce à vous faire ». Mais plus généralement c'est des choses préparées. C'est à dire qu'on sait qu'il y a quelque chose dans les tuyaux quand on invite. On demande « de quoi allez vous nous parler ? Qu'est ce que vous allez nous donner comme information ? ». Il y a des choses qui se construisent un petit peu pour les petites annonces. L'autre information possible, elle est pas factuelle, elle est la petite phrase, le commentaire. L'avis d'un homme ou d'une femme politique sur tel autre de ses rivaux ou alliés, sur tel phénomène. On est au lendemain du premier tour de Brignoles par exemple, on reçoit un homme politique, on veut sa réaction. Nous on avait Michel Sapin sur I>Télé, on lui demande si il appelle à voter UMP. Il dit oui. Au même moment, sur Inter je crois, Mélenchon dit non, FN et UMP c'est pareil. Donc voilà, les prises de position, sur tel ou tel sujet, des hommes et des femmes politiques sont intéressants.

Et c'est des choses que l'on suscite d'une manière particulière lors de l'interview ? Au-delà de la préparation faite en amont ?

Il y a des techniques pour le faire. Pour pousser l'homme politique dans ses retranchements, pour le faire sortir de son plan de communication sur ce qu'il avait

prévu de dire et le faire passer dans l'information, ce qu'il n'avait pas forcément prévu de dire.

Et ça comment on fait ?

C'est des techniques qu'on mobilise. Chacun a un peu les siennes. Quelqu'un comme Jean-Michel Apathie va insister sur un sujet, quitte à ne traiter qu'un sujet dans toute son interview et à laisser de côté d'autres actualités. Moi j'ai plutôt tendance à essayer de surprendre en passant du coq à l'âne. On est dans un sujet et hop, question sur le sujet suivant. Je compte sur la déstabilisation de l'interviewé. Souvent, ce que je fais c'est que je prends le parti de me faire l'avocat du diable, peu importe ce que je pense. Dans un édito je dis ce que je pense. Là je prends l'opinion, ou je feins de prendre l'opinion la plus éloignée de celle que je suppose être celle de mon interviewé pour le faire réagir. J'ai réussi ça deux fois récemment, avec NKM qui parlait des Roms, en disant qu'à Paris, il fallait rétablir l'arrêté anti-mendicité. Et je lui dis : « Mais enfin vous allez pas encore harcelé les Roms ? ». C'est évidemment pas ce que je pense, ma vision du problème est très éloignée de celle-là mais en disant ça, en prenant une posture d'extrême gauche pour aller vite, elle s'est énervée. Elle m'a dit « Mais enfin c'est les Roms qui harcèlent les parisiens, ça suffit ! ». Et cette phrase a donné lieu à une dépêche, ça a tourné toute la journée, la polémique a été sur ce terrain là. Donc ça c'est une technique. J'ai réussi avec Marine Le Pen pareillement à la mettre en colère quand elle disait que les gens avaient parfois des comportements excessifs en matière de légitime défense. Et je lui dis « Mais c'est les Front national qui pousse à ça ». Et ça elle a pas supporté. Et dans la colère il y a toujours le mot qui échappe. Donc chercher le mot qui va échapper c'est quelque chose d'important.

Et là vous me parlez de ce qu'est une bonne interview, sur quels critères pouvez vous vous baser pour qualifier une mauvaise interview ?

Oh bah c'est très facile. D'abord on le sait tout de suite quand il y a une mauvaise interview. La mauvaise interview c'est la langue de bois. C'est quand on arrive pas à faire sortir l'invité de sa langue de bois. Soit parce que c'est pas le bon jour, et qu'on a pas bien choisi son invité. Il faut inviter la bonne personne le bon jour. En fonction des thèmes d'actualité, de la veille mais aussi du jour qui vient. Si on a pas ses invités là, on a du mal. Ensuite c'est arriver à briser la logomachie de l'invité. Ils sont tous entraînés maintenant, ils savent tous comment faire. Donc il y a ceux qui font des réponses ultra courtes, parce qu'on leur a dit de dire oui, non, oui, non. Comme ça l'intervieweur s'épuise. Soit il y a ceux qui font des phrases interminables. Michèle Alliot-Marie, c'est une spécialiste de la phrase interminable. Donc si vous ne l'interrompez pas, vous posez trois questions dans l'interview et elle a rien dit. Elle a développer une thèse mais elle a rien dit. Ça c'est les invités un peu archaïques, un peu à l'ancienne. Des fois, ce qui arrive, c'est que vous tentez de vous faire l'avocat du diable et vous en prenez une en retour. Et là l'homme politique n'a pas répondu, il a riposté. Ce qui n'est pas pareil. Ça on le sent très vite. Et puis parfois il y a la question qui manque. On se rend compte que sur les autres antennes au même moment c'est questions là elles ont fait mouche et vous, vous ne les avez pas posé.

Et est ce que le rôle du journaliste change en période de campagne, et notamment présidentielle, quand on a à faire avec un candidat ?

Oui, il y a un vrai changement. Mais pas avec les petits candidats.

C'est à dire ?

Beh euh... Poutou, même Eva Joly, Dupont-Aignan, sont des gens dont le passage de invité normal à invité parce que candidat à la présidentielle ne fait pas une grande différence. En revanche, dans la cours des grands, en l'occurrence, la dernière fois : Bayrou, Le Pen, Mélenchon, Hollande, Sarkozy, là il y a un changement de nature. C'est plus du tout comme en période non électorale.

C'est à dire ?

Il y a deux choses. Il y a d'abord tout un attirail autour d'eux. Un appareil, des gens, des conseillers en com', des qui les briefent, qui leur fournissent des dossiers. Donc ils ont des cartouchières. Ils viennent pas comme ça pour discuter et parler de l'actu. Ils viennent parce qu'ils ont un plan média à tenir et qu'ils savent ce qu'ils veulent dire. Ils sont en béton armé et c'est très difficile de les sortir de ça. Néanmoins, ils peuvent avoir choisi de dire des choses dans ce cadre là. Mais même là vous sentez très bien qu'ils veulent vous amener sur un terrain pour qu'ils donnent leur annonce sur ce qu'il propose pour la fiscalité, pour l'emploi. Moi je me souviens, dans la présidentielle de 2007, j'avais fait une interview de Sarkozy où il avait UN truc à dire, parce qu'on l'avait sorti dans l'Express, c'est qu'il avait en effet rencontré André Betancourt en février 2007 et non pas Liliane. Et jusque là il disait qu'il y était allé qu'une seule fois. Et non il y est allé deux fois, mais la deuxième fois c'était pour André, pas pour Liliane. Cette nuance là, il voulait la faire passer très vite. C'était pas un hasard qu'il soit venu le faire à I>Télé sachant que moi je dirigeais l'Express aussi. Donc je lui ai posé la question, il m'a répondu oui. Donc là, les dépêches dégringolent, « Sarkozy y est allé deux fois ». Donc là vous avez des gens qui sont formés, armés et qui ont préparé. Et deuxième chose qui change, pour les gros, ils sont habités quand même. Ils sont épuisés, ils sont dans un train de vie ou après ils prennent un avion pour aller à l'autre bout de la France, et encore à l'autre bout faire trois meetings, ils reviennent le soir ils font une télé. Donc l'incandescence de leur vie à ce moment à la fait que vous avez affaires à des gens un peu survoltés, un petit peu effrayant quoi. Ils sont un peu surnaturels.

Et qu'est ce qu'on change dans ses manières de faire quand on interroge un candidat ?

On change pas sa façon de préparer l'interview, parce que les thèmes d'actus sont les mêmes. On fait attention. On est beaucoup plus entourés, la hiérarchie de la chaine est là, accueille le candidat... D'habitude vous êtes tout seul au maquillage avec un invité, vous buvez un café tout seul avec l'invité, vous faites l'interview puis vous retournez boire une deuxième café avec l'invité. Mais là il y a d'un seul coup un invité qui arrive avec 10 personnes, le PDG de la chaine, le sous PDG, le sous sous PDG, des gens que vous voyez jamais d'habitude à cette heure là sont là. « Bonjour M. le président, bonjour M. le candidat. Et puis la maquilleuse est sélectionnée. Souvent le candidat vient avec sa propre équipe pour la coiffure, etc. Pas tous, mais certains. Enfin bref, ça ça change. Vous

vous préparez pas pareil. Quand vous êtes en plateau, il y a 50 personnes en régie. Quand on a un peu de bouteille ça va, on gère le stress. Et puis de toute façon on sait que pour des très gros candidats, on sait que ça va créer l'événement, qu'il va y avoir des dépêches. La partie est quasiment gagnée d'avance. Et faut pas rêver. Sur des personnages du calibre de Hollande ou Sarkozy en campagne, se dire « c'est à mon micro qu'il va dérapier, qu'il va dire un truc ». Ça n'arrive pas. Ce qu'il a dit de nouveau il l'avait prévu, il l'a dit, le reste il est verrouillé à triple tour. Hollande il a fait aucune faute de com'. Sarkozy pareil. Ce qu'ils voulait dire ils l'ont dit mêle si ça a pu sembler être des décalages ou des dérapages.

Et en quoi c'est différent pour les petits candidats ?

Bah les petits candidats ils sont inexpérimentés. Donc ils font des bêtises, ils sont spontanés, ils peuvent dire, comme Poutou à la dernière présidentielle : « j'aimerais bien que ça se termine, j'en ai marre, j'ai envie de voir mes copains ». Des choses qui sont à la fois touchantes, et ridicules. Ils sont plus fragiles, moins bien entourés, moins bien préparés. Donc ils peuvent faire de grosses erreurs. C'est arrivé une ou deux fois à Eva Joly, de dire des choses et de devoir revenir en arrière. Et puis ils ont en eux, pour certains, le quart d'heure d'Andy Warhol. Voilà, ils vont être très célèbres pendant trois semaines, un mois, et puis plus rien. Cheminade ! Cheminade qui est plutôt quelqu'un de structuré intellectuellement. Ce qu'il dit n'a pas de sens. Mais psychologiquement c'est pas quelqu'un de fragile. Ces gens là ils disent « voilà, j'ai trois semaines, un mois, pour exister médiatiquement, après pendant 5 ans c'est fini ».

Et du coup j'imagine que la relation n'est pas du tout la même ?

Bah non, voilà on les provoque un petit peu. On est partagés entre le fait d'être un peu attendrir et de leur dire « bah vous êtes comme les autres et vous avez le même temps que Sarkozy, je vais vous poser les mêmes questions, vous avez le droit de me parler de la fiscalité, c'est pas parce que vous allez être éliminé au premier tour... » Et on est partagé avec parfois, une tentative de montrer leur illégitimité.

C'est à dire ?

Sur le thème « vous avez eu les 500 signatures mais qu'est ce que vous représentez ? Qu'est ce que vous avez apporté à ce débat ? Vous êtes pas prêts, vous êtes pas prêts à gouverner. Vous êtes un faux candidat ».

Mais pourquoi poser ce genre de questions ? On pourrait se cantonner aux thèmes d'actualité ?

Parce que on est sensés, nous interviewers, amener à l'essentiel. L'essentiel c'est de savoir ce que ceux qui vont peut être gouverner, ou être l'opposition forte, pensent des sujets qui vont faire la vie des gens pendant les 5 ans qui viennent. Cheminade, Poutou, Arthaud, ne dirigeront pas le pays, ne seront pas l'opposition. Donc n'auront pas à s'occuper de ces dossiers. Donc on va déclarer l'interview pour venir sur ce qu'ils peuvent exprimer, une colère, une famille politique, ils les ont eu les 500 signatures. Ils sont le résultat d'un certain rapport des français à la politique. Protestataire, parfois folklorique, qui participe du dégoût de la politique. « Je déteste la politique, j'y crois plus

du tout, de toute façon je vais m'abstenir. Mais moi je suis un petit élu et je vais donner ma signature à Cheminade, pour les emmerder. Ils participent de ça. Une partie du discrédit de la politique s'exprime au travers de la qualification de ces candidats et parfois de leurs scores. Parce que parfois, ils font un ou deux pourcents, en nombre de voix c'est pas rien.

Durant la dernière campagne, de nombreux journalistes et rédactions se sont plaints de la rigidité des règles d'égalité du temps de parole. Ce sont des critiques que vous partagez ?

C'est une règle stupide. Il faudrait changer complètement cette règle. Elle a déjà un tout petit peu évolué sur le calendrier. On nous demande d'abord l'équité. Qu'est ce que ça veut dire ? Pour ceux qui veulent être candidats, qui disent qu'ils veulent, avant les 500 signatures. Oui mais il y a des farfelus, il y a des sectes, il y a des gens dangereux. Donc on est obligés nous, journalistes, d'éliminer. Les gens qui disent « je suis candidat », type Nicolas Miguet, qui est quand même pas mal, ou ceux qui font du vol yogique, un truc vaguement bouddhique, qui a chaque fois essayent de se présenter. Le parti de l'élan naturel ou un truc comme ça. Donc c'est des escrocs, qui profitent de ça pour essayer de se faire de la pub. Donc cela nous arrivons à les éliminer nous, mais en violant la loi ! C'est à dire que s'ils portaient plainte, le CSA serait bien emmerdé. Mais d'autorité moi je dis : « je ne recevrai pas ces gens là. C'est pas possible ». Pour pas être manipulé. Ensuite il y a une deuxième période qui est le temps entre les 500 signatures et le début de la campagne officielle. Donc là on est sensés avoir une égalité de traitement au sens où on doit donner le temps mais pas forcément les mêmes fenêtres d'exposition. Donc là on arrive dans un deuxième temps ridicule où vous avez, à 2h du matin, des chaînes qui retransmettent en différé le meeting de Poutou ou de Nicolas Dupont-Aignan. Pour dire « ah vous voyez on a fait 2h ». Parce qu'à 7h du matin, en prime time, on invite les gros. Puis enfin il y a le temps de la campagne officielle, où là, on invite tout le monde à égalité. Et là c'est un troisième temps ridicule, puisque ceux qui vont peut être gagner, les 3 ou 4 qui comptent, on le même temps que ceux qui ne représentent rien et qui n'auront pas de voix, qui n'auront pas de députés, qui n'existeront pas dans les 5 ans qui viennent. Donc on oblige les médias à se prêter à ses trois simulacres, à ces trois forfaitures. D'abord les vrais faux candidats, les escrocs qu'il faudrait traiter avec équité, ensuite les candidats qui ont les 500 signatures mais qu'on planque parce qu'on veut pas leur donner le même temps de parole que les gros. Puis après tout le monde va être au même niveau et là, la campagne n'intéresse plus personne. Si quand j'allume ma télé j'ai 15 minutes de Poutouça m'intéresse pas. Ça correspond à la même ringardise que les spots officiels où les candidats n'ont pas le droit de... Alors maintenant c'est un peu assoupli mais avant ils avaient pas le droit de faire les spots en dehors des studios de Radio France, pas le droit de cadrer différemment, c'était soviétique, la RDA ! Ca bouge un peu mais pas assez. Moi ce que je préconise, c'est qu'on ait juste que avant les 500 signatures on ait aucune réglee, les médias font ce qu'ils veulent. Si les candidats sérieux ont des plaintes, ils les transmettent au CSA et là, le CSA dit « C'est vrai c'est un candidat sérieux, vous l'avez pas invité », et on admoneste. Que dans la période entre les 500 signatures et la campagne officielle ont ait une liberté... Une obligation d'inviter tout le monde mais une liberté de le faire au pro rata des intentions de vote. Car les intentions de vote sont sérieuses. Alors les candidats vont dire « oui mais je suis à 4%, vous me donnez 4% du temps je vais jamais passer à 5 ou à 6 ». C'est faux. Mélenchon, n'étant pas tellement invité, il a flambé. Après il a été beaucoup invité. Bayrou en 2007, qui était invité plutôt

faiblement, hop il a explosé et il a été invité. Donc l'exposition dans les médias n'est qu'une des clés de la progression dans les sondages, c'est ce qu'on dit qui compte. Parfois sur 5 minutes les gens disent « lui il a raison ». Bayrou en 2002, la gifle. 30 secondes de télé à Strasbourg à la fin, il prend 4 points dans les sondages ? Donc c'est pas la quantité de médias qui compte c'est ce qu'ils en font. Donc Poutou, en 3 minutes à Europe 1, il peut faire un truc formidable et prendre 4 points dans les sondages. Donc à eux d'être bons. Et après il y a le dernier temps, qui est le temps de la campagne officielle où là, en effet, il faut bien qu'il y ait, à un moment donné, égalité pour tout le monde. Je suis pour réduire ce temps de campagne officielle, à une semaine. Les français se disent « tiens, c'est vrai, on vote dimanche », et là ils regardent et il ya tout le monde. Mais qu'à ce moment là, il y ait des grands rendez vous médiatiques spectaculaires. Et dans ce cas là il faut avoir tous les candidats, hors ils refusent. Il faudrait obliger les candidats à être dans une sorte de grand débat, où il y a toutes les chaînes qui retransmettent. Tous les candidats sont là, et ils ont le même temps de parole. Après ils sont interrogés par des journalistes, des français tirés au sort, toute sorte de forme. Mais le système qui a marché pour la primaire socialiste, qu'on essaye de le faire pour la présidentielle. Ils sont à égalité, mais ils sont comparés. Et là on verrait bien que Nathalie Arthaud, ça tient pas la route. Vous verrez bien que Le Pen et Mélenchon, c'est deux discours protestataires mais différents. Donc celui qui a envie de gueuler, par un vote protestataire, bah il hésite. Ca serait une bonne manière, démocratique, de pouvoir faire un comparatif et donc de faire baisser l'abstention. Parce que les gens disent « Ouais ils sont tous pourris, tous les mêmes ? J'allume j'ai 5 minutes de Sarko, c'est nul, 5 minutes de Hollande, c'est nul. » Alors que si il y a le panel, si il y a tout le monde... Mais pour faire ça il faut pas avoir quinze candidats. Il faudrait qu'il y en ait cinq ou six. Et pour qu'il y en ait cinq ou six, il faut monter le nombre de signatures. Il faut un minimum de 1.000 signatures. Si on est pas capable d'avoir 1.000 élus... Y a quand même 500.000 élus en France... Y en a environ 200.000 ou 140.000 qui peuvent signer c'est à vérifier. Si vous en avez pas 1.000 c'est que vous représentez pas... C'est pas suffisant. Mais je suis pour l'anonymat des élus qui signe. Ils ont pas envie que dans leur village on leur dise « t'as signé pour untel ». 1.000 mais anonymes. Ou alors, un autre système qui a ma préférence car l'anonymat ça me gêne toujours ; dire aux élus « vous êtes obligés de donner votre signature, c'est dans vos mandats c'est comme faire les mariages. Quand vous êtes élu maire on vous dit « attention vous devez donner votre signature à un candidat. Après vous vous débrouillez comme vous voulez... Vous réunissez votre conseil municipal parce qu'il faut faire un choix collectif et dans des tas de petits villes il n'y a pas de politique. « On est tous là dans le conseil municipal, à qui on la donne ? Ah faut la donner à José Bové, il défend les paysans ». C'est un choix collectif et le maire signe. Transparence, obligation de signer, je pense que c'est un système de qualification très intéressant. Et je pense que les maires et les élus des conseils municipaux font le travail de ceux qui sont dignes de briguer la fonction. C'est pas la pub, c'est pas l'argent, c'est pas la célébrité, c'est pas parce qu'on est un bon comédien qui passe à la télé. C'est les élus du pays qui disent « lui il est sérieux, il a des choses à dire au pays ».

Mais du coup, quand les candidats se plaignent d'une focalisation excessive des médias sur les gros candidats, c'est quelque chose de normal ?

Mais oui. Regardez toutes les présidentielles de la Vème République. Pratiquement tous les candidats ont été au dessus de 14, ou en dessous de 7. Il y a quelques exceptions, la dernière fois Mélenchon à fait 11, Bayrou a fait 9. Une fois Robert Hue avait fait 8 ou 9 je

crois. Mais dans la plupart des scrutins, le peuple trie les tous petits, on vote pour s'amuser ou parce qu'on l'aime bien mais il compte pas. Et ceux à qui on donne la chance de se qualifier pour la finale. Là vous avez des scores entre 14 et 25 ou 30 selon les années. Mitterrand, Giscard, Marchais à l'époque, Marine Le Pen, Mélenchon, Bayrou. Et ça le peuple adur flair la dessus. Et nous, dans les médias on sait très bien qu'il y a ceux qui jouent la victoire, ils sont 2 généralement, et ceux qui jouent la place en finale, ces deux là plus trois ou quatre autres. Et ça permet de dire quel est le casting autour duquel nous on doit focaliser notre attention. Pour que les spectateurs entendent la parole de ceux qui vont peut être décider de leur destin.

Et sur la dernière campagne, celle de 2012, des choses vous ont-elle marqué, professionnellement ?

Oui c'était une campagne particulière parce qu'on a eu moins de passion qu'en 2007. C'était moins vivant, intéressant, les gens se sont passionnés en 2007 pour Royal, pour Sarko, pour Bayrou. Là il y avait beaucoup plus d'usure. Sarko ils le connaissaient et ils en voulaient plus vraiment, Hollande il était fade, il a pas vraiment fait une campagne offensive, il a géré son avance, il a fallu Mélenchon et Marine Le Pen pour mettre un peu de neuf. C'était pas une campagne passionnante. Néanmoins il y a eu des choses fortes quand même. Tout d'abord le candidat issu de la primaire socialiste, marquée par l'affaire Strauss-Kahn, par tout ça. Hollande sort très populaire, et après il ne bouge plus. Comme une montgolfière, il descend, il descend, il descend, et il passe juste au dessus de la montagne. Quand il a senti qu'il descendait un peu trop, il a donné un coup de flamme. C'est fin janvier au Bourget, la campagne s'affaiblissait et il fait « mon ennemi c'est la finance ». Et hop il remonte à gauche. Et quelques mois après quand Mélenchon monte et que Sarkozy se débrouille pas mal, les 75%. Et hop Mélenchon s'arrête et il reprend à gauche. Et puis on a eu avec Sarkozy un exemple quand même assez impressionnant de come back politique. Le type démarre très tard, très en retard, très décrédibilisé personnellement, politiquement, on a perdu le triple A, il a tout contre lui. Et il fait un come back impressionnant parce qu'il choisit la stratégie du pire, c'est à dire à droite, à droite, à droite. C'est à dire qu'il fait 2007 puissance 10. Donc c'est la fameuse Buissonisation. Dès le début on voit le risque : qu'il perde au centre. Et c'est ce qui va arriver, ce qui va le tuer. Mais ce qu'on voit pas venir c'est la capitalisation quand même à droite. Il prend, il prend, il prend. Et pas en faisant baisser Marine Le Pen, il prend en plus de Marine Le Pen, sur une France droitisée, durcie, rendue intolérante par la crise. Donc Le Pen prend sa part, et elle est grosse, et lui prend une énorme part. Et il arrive au deuxième tour à friser la victoire. Wow. Si il était passé comme ça, ça aurait été un exploit électoral, et derrière ça aurait donné une politique à appliquer... Donc ça c'était surprenant. Par ailleurs, il y a eu des moments de campagne très fort. Sarkozy chahuté à Bayonne, fort ; Deux, trois meetings de Sarkozy avec tous ses drapeaux bleu blanc rouge représentant la France droitisée, impressionnant ; Hollande au Bourget, surprenant. Aussi bon dans son genre que Sarko l'avait été à la porte de Versailles en 2007. C'est un moment fondateur. Beaucoup de gens commençaient à douter. Si il loupait le Bourget ça partait en vrille. Et puis Mélenchon, dans tous ses états. C'est à dire le Mélenchon très inspiré dans certains de ses meetings. Mélenchon ayant peur de son ombre. Au meeting de la Nation, où là il fait un mauvais discours, trop court, devant une foule qui le dépasse. C'est la mer. IL fait 10 mauvaises minutes, il est mauvais. Et puis Mélenchon agressif, qui d'un seul coup se met à décider d'insulter les journalistes, l'audiovisuel, les médias. Il

s'en prend aux journalistes du Parisien, puis après... Donc cette stratégie du Pitt Bull, du méchant.

C'est particulier une interview avec Mélenchon ?

Ah bah moi il veut plus me voir c'est simple. A la dernière présidentielle, au micro ça a été très bien et en sortant il m'a dit « vous êtes un fasciste parfumé ». C'est les derniers mots qu'on s'est échangés. Je me suis dit voilà on est en campagne, ça lui a pas plus, il reviendra. Et ça fait donc un an et demi qu'on s'est pas adressé la parole. Alors que six mois avant il donnait une grande interview à l'Express où il parlait de populisme assumé, où il m'adorait, on se voyait assez souvent. Il était persuadé que notre engagement à l'Express, républicain et laïque, le rattachait à lui. Ce qui était vrai. Et d'un seul coup il a pêté un câble, il s'est... Il a engagé la guerre ad nominem contre certains médias. Contre tous les médias et contre certains en particulier. Sa dernière interview dans la revue Charles, est édifiante de ce côté là. Il s'en prend à Libé, il s'en prend au Monde, mais pas à l'Express. C'est curieux parce que dieu sait que c'est des médias qui ont été proches de lui. Il est dans une posture psychologique très, très, très étrange.

Comment en êtes vous venu au journalisme ?

Quand j'étais en classe de première, j'avais envie de faire un métier où l'on puisse vivre de sa plume. Et à part être écrivain à succès, ce qui est pas donné à tout le monde, le journalisme m'inspirait facilement. Une assez grande évidence. Avec en plus la passion que j'avais pour l'histoire contemporaine, très contemporaine. Le journalisme me semblait être une bonne manière de faire de l'histoire, surtout dans le journalisme politique, l'histoire en marche. Et j'ai pas été déçu parce que c'est ce que j'ai l'impression de vivre depuis maintenant vingt ans.

Vous avez une formation de journaliste ?

Oui. Je me suis inscrit en hypokhâgne et en khâgne pour préparer les écoles de journalisme. J'ai eu la chance de réussir Normal Sup donc j'ai fait Normal Sup. J'ai complété en faisant un Master Info Média à Sup de CO, qui apprenait le journalisme et surtout la gestion des médias, ce qui ma été très précieux par la suite. Et à la sortie de ce master j'ai eu la chance d'être engagé au Point, puis Europe 1, puis à l'Express.

Et comment vous en êtes venu à la télévision ?

Je ne saurais pas le dater. J'ai d'abord fait beaucoup de radio. Comme journalistes de presse écrite on allait dans des émissions de radio, on interviewait les hommes politiques. Et puis quand a commencé à décoller la télé multiforme avec les chaînes d'infos, d'abord câblées puis après TNT. Il y a eu une demande de journalistes politiques pour venir dans des émissions de débat, des interviews et on s'est retrouvés quelques uns à être dans ces positions là. Eric Zemmour, Nicholas Domenach, moi-même, Vanessa Schneider pour les filles, plein d'autres, Renaud Dély bien sûr et des tas et des tas d'autres. Après faut en avoir le goût. Moi j'avais la passion du théâtre donc j'avais le gout pour ces genre de choses là. Et puis les télés s'habituent. Quand il ya quelqu'un ça marche bien, il faut le garder. Et puis après les chaînes finissent par proposer de rentrer dans l'équipe rédactionnelle, faire un édito, faire une interview. J'ai commencé à la radio

en 2001, sur BFM pour toute la campagne présidentielle. Après je suis passé à la télé, puis revenu à la radio. Edito, interviews.

Et l'interview c'est quelque chose que vous aimez bien ?

Oui j'adore ça.

Pourquoi ?

Parce que c'est un peu ludique, c'est un peu le chat et la souris quand même. Et puis ça me maintient en contact avec les hommes politiques. A la direction du journal j'ai perdu ce contact, avec les jeunes notamment. Depuis mes déjeuners c'est plutôt des annonceurs, des trucs un peu plus institutionnels. Je déjeune plus avec le député de base qui vient d'être élu et qui sera ministre dans dix ans. Et pour pas perdre le contact, moi je les vois à la télé. Alors je vois pas ceux de la base vraiment, mais ceux au dessus. Ceux qui sont déjà dans des rôles assez important. Mais qui sont pas encore Hollande ou Sarkozy.

Détail des catégories

→ *Enjeux*

- **Europe** : Institutions européennes, crise de l'euro, sortie de l'euro, politique européenne, politique nationale d'autres pays européens.
- **Emploi** : Chômage, emploi.
- **Macroéconomie** : Equilibre budgétaire, réduction des déficits, croissance/ austérité à l'échelle nationale.
- **Microéconomie** : Compétitivité, entreprises, salaires, conditions de travail, temps de travail, pouvoir d'achat, fluctuation des prix.
- **Fiscalité** : Impôts sur les entreprises, les ménages et la consommation.
- **Politique sociale** : Retraites, sécurité sociale, minimas sociaux, services publics.
- **Immigration** : Politique migratoire, identité nationale.
- **Sécurité** : Délinquance, politiques de sécurité.
- **Logement** : Politiques du logement.
- **Éducation** : Réformes de l'éducation, des programmes scolaires, effectifs de l'éducation nationale.
- **Environnement** : Écologie, nucléaire, fiscalité écologique.
- **Politique internationale** : Analyses sur la situation internationale, politique étrangère
- **Justice** : Justice, politique pénale.
- **Institutions** : Réforme des institutions, décentralisation, vision du rôle du président
- **Terrorisme** : Politique de lutte contre le terrorisme.
- **Rapports sociaux** : Dialogue social (pour les candidats dominants), lutte des classes (pour Poutou et Arthaud).
- **Sociétal** : Droits sociaux, Hadopi, mariage homosexuel, euthanasie.

→ *Jeu*

- **Alliances** : Alliances électorales de second tour.
- **Stratégie** : Stratégie du candidat, communication, campagne.
- **Sondages** : Commentaires sur les résultats des sondages.
- **Politique interne** : Politique interne au parti du candidat.

→ **Commentaires**

- **Commentaires** : Commentaires sur les propositions ou les déclarations des autres candidats.
- **Attaques** : Attaques non suggérée par l'intervieweur sur les déclarations ou propositions des autres candidats.

→ **Discours sur soi**

- **Echec** : Constat d'échec du candidat, raisons de cet échec.
- **Crédibilité** : Mise en doute de la crédibilité/légitimité du candidat, sommé de se justifier.
- **Vie privée** : Vie privée du candidat.
- **Moral** : Moral et état physique du candidat dans le cadre de la campagne.
- **Parcours politique** : Parcours politique du candidat.

→ **Autres**

- **Anecdote** : Sujets anecdotiques type permis de conduire, réforme du dossier médical, numérisation des données, possibilité de donner les résultats avant 20h.
- **Médias** : Critiques des médias de la part du candidat.
- **Vague** : Grandes déclarations non rattachables à un enjeu en particulier.

Résultats détaillés

1. Enjeux

A/ Enjeux dans les interviews

Candidats	Europe	Emploi	Macroéconomie	Microéconomie	Fiscalité	Politique sociale
Hollande	6.00	0.59	6.00	9.06	2.35	2.13
Sarkozy	10.04	0.27	7.49	1.25		1.23
Bayrou	2.09		9.14	4.39		1.01
Mélenchon	2.24		4.04	12.49	0.15	
Le Pen	4.00		6.53	2.39		
Poutou		1.03	5.18	5.42	0.38	0.43
Arthaud		1.27	3.24	5.50		1.07
Dupont-Aignan	16.59		5.51	1.53	1.30	1.27
Cheminade	2.16	1.22	12.50	0.16	1.22	
Joly	0.55				0.34	

Candidats	Immigration	Sécurité	Logement	Éducation	Environnement
Hollande				2.33	
Sarkozy		0.30	3.21		
Bayrou					
Mélenchon					0.47
Le Pen	11.56				
Poutou					2.20
Arthaud					0.40
Dupont-Aignan	0.27		1.14		1.13
Cheminade					1.08
Joly					6.43

Candidats	Politique internationale	Justice	Institutions	Terrorisme	Rapport sociaux	Sociétal
Hollande	3.07					
Sarkozy	4.33	1.50	3.35			
Bayrou			2.43			
Mélenchon					0.13	
Le Pen		1.09		0.24		
Poutou			0.21		7.41	
Arthaud	3.51		1.08		5.55	0.13
Dupont-Aignan			1.36			
Cheminade	0.59		0.56		0.14	
Joly	0.27	9.39	0.19			

B/ Enjeux dans les questions des auditeurs

Candidats	Europe	Emploi	Macroéconomie	Microéconomie	Fiscalité
Hollande	2.13		2.18	4.54	5.22
Sarkozy	0.22	1.13	0.15	4.45	
Bayrou	2.30			2.01	1.45
Mélenchon	2.51		3.35	8.31	3.11
Le Pen	3.27		2.40	8.06	
Poutou		0.42	1.49	8.49	0.22
Arthaud			1.22	9.33	
Dupont-Aignan	12.06		1.08	4.52	0.10
Cheminade	1.01	2.43	1.59	0.57	0.44
Joly	1.23				

Candidats	Politique sociale	Immigration	Sécurité	Logement	Éducation
Hollande	2.40				3.37
Sarkozy	4.41				
Bayrou		1.40			
Mélenchon	2.22				
Le Pen	0.35	5.09			
Poutou	3.00				
Arthaud					0.32
Dupont-Aignan	1.08				
Cheminade	3.08				1.03
Joly	1.29	1.59			

Candidats	Environnement	Politique internationale	Justice	Institutions	Rapports sociaux	Sociétal
Hollande		2.59	0.47	0.20	0.53	
Sarkozy	0.37	1.09	2.36	8.24	0.33	
Bayrou				1.47		3.31
Mélenchon	1.37			0.29		
Le Pen			0.58			0.55
Poutou	0.32				1.19	
Arthaud	0.51	0.48	1.29		7.36	
Dupont-Aignan			3.26	1.48		1.26
Cheminade	1.43	1.12		1.41		
Joly	5.13		4.23			

C/ Enjeux : résultats cumulés

Candidats	Europe	Emploi	Macroéconomie	Microéconomie	Fiscalité	Politique sociale
Hollande	8.13	0.59	8.18	14.00	7.57	4.53
Sarkozy	10.26	1.40	8.04	6.10		6.04
Bayrou	4.39		9.14	6.40	1.45	1.01
Mélenchon	5.15		7.39	21.20	3.26	2.22
Le Pen	7.27		9.33	10.45		0.35
Poutou		1.45	7.07	14.31	1.00	3.43
Arthaud		1.27	4.46	15.23		1.07
Dupont-Aignan	29.05		6.59	6.45	1.40	2.35
Cheminade	3.17	4.05	14.49	1.13	2.06	3.08
Joly	2.18				0.34	1.29

Candidats	Immigration/Identité nationale	Sécurité	Logement	Éducation	Environnement
Hollande				6.10	
Sarkozy		0.30	3.21		0.37
Bayrou	1.40				
Mélenchon					2.24
Le Pen	17.05				
Poutou					2.52
Arthaud				0.32	1.31
Dupont-Aignan	0.27		1.14		1.13
Cheminade				1.03	2.51
Joly	1.59				11.56

Candidats	Politique internationale	Justice	Institutions	Terrorisme	Rapports sociaux	Sociétal
Hollande	6.06	0.47	0.20		0.53	
Sarkozy	5.42	4.26	8.03		0.33	
Bayrou			3.01			3.31
Mélenchon			0.29		0.13	
Le Pen		2.07		0.24		0.55
Poutou			0.21		9.00	
Arthaud	4.39	1.29	1.08		13.31	
Dupont-Aignan		3.26	3.24			1.26
Cheminade	2.11		2.37		0.14	
Joly	0.27	14.02	0.19			

2. Jeu

A/ Jeu dans les interviews

Candidats	Alliances	Stratégie	Sondages	Politique interne
Hollande	1.35	5.31	0.21	
Sarkozy		5.57	1.34	
Bayrou	1.34	0.34	1.09	
Mélenchon	7.16	1.35		0.32
Le Pen	0.34	4.07		
Poutou	5.19	1.11		
Arthaud	3.20		0.32	1.37
Dupont-Aignan	0.47	0.14		
Cheminade	0.23	0.15		
Joly	2.42	0.34		

B/ Jeu dans les questions des auditeurs

Candidats	Alliances	Stratégie	Sondages	Politique interne
Hollande	1.56	4.31		0.36
Sarkozy	0.43	2.42		0.38
Bayrou	2.39	4.27		0.22
Mélenchon	1.48	2.40		
Le Pen	0.17	7.33		
Poutou	6.38	3.35		0.32
Arthaud		0.16		
Dupont-Aignan	1.06	1.22		
Cheminade	0.34	0.14		
Joly	3.39	2.40		

C/ Jeu : résultats cumulés

Candidats	Alliances	Stratégie	Sondages	Politique interne
Hollande	3.31	10.02	0.21	0.36
Sarkozy	0.43	8.39	1.34	0.38
Bayrou	4.13	5.01	1.09	0.22
Mélenchon	9.04	4.15		0.32
Le Pen	0.51	11.40		
Poutou	11.57	4.46		0.32
Arthaud	3.20	0.16	0.32	1.37
Dupont-Aignan	1.53	1.36		
Cheminade	0.57	0.29		
Joly	6.21	3.14		

3. Commentaires

A/ Commentaires dans les interviews

Candidats	Commentaires	Attaques
Hollande	0.56	
Sarkozy	0.32	
Bayrou	5.21	0.34
Mélenchon	3.19	1.41
Le Pen	4.47	2.07
Poutou	0.14	0.18
Arthaud	5.47	1.21
Dupont-Aignan	2.00	
Cheminade	3.41	
Joly	3.44	1.01

B/ Commentaires dans les questions des auditeurs

Candidats	Commentaire	Attaques
Hollande	1.24	
Sarkozy		
Bayrou		
Mélenchon	1.08	
Le Pen	1.42	
Poutou	2.14	
Arthaud	2.14	
Dupont-Aignan	2.08	
Cheminade	2.25	
Joly	2.13	

C/ Commentaires : résultats cumulés

Candidats	Commentaires	Attaques
Hollande	2.20	
Sarkozy	0.32	
Bayrou	5.21	0.34
Mélenchon	4.27	1.41
Le Pen	6.29	2.07
Poutou	2.28	0.18
Arthaud	8.01	1.21
Dupont-Aignan	4.08	
Cheminade	6.06	
Joly	5.57	1.01

4. Discours sur soi

A/ Discours sur soi dans les interviews

Candidats	Échec	Crédibilité	Vie	Moral	Parcours politique
Hollande				0.39	0.51
Sarkozy	0.34				
Bayrou	4.48			0.33	
Mélenchon	3.23		0.20		
Le Pen	0.26				
Poutou	1.26	1.28			
Arthaud	3.59	0.13			0.21
Dupont-Aignan	2.00	0.13	0.10		0.27
Cheminade	0.44	3.25	0.26		0.45
Joly	2.07	1.39	2.37		1.17

B/ Discours sur soi dans les questions des auditeurs

Candidats	Echec	Crédibilité	Vie privée	Moral	Parcours politique
Hollande		0.39	0.47		0.33
Sarkozy		0.54		1.09	1.26
Bayrou	3.06				0.24
Mélenchon		0.32			
Le Pen					
Poutou	0.38	0.55	0.42		
Arthaud	1.22	2.51			
Dupont-Aignan			0.24		0.19
Cheminade	0.45	4.59	1.24		
Joly	0.41	4.08			2.00

C/ Discours sur soi : résultats cumulés

Candidats	Échec	Crédibilité	Vie privée	Moral	Parcours politique
Hollande		0.39	0.47	0.39	1.24
Sarkozy	0.34	0.54		1.09	1.26
Bayrou	7.54			0.33	0.24
Mélenchon	3.23	0.32	0.20		
Le Pen	0.26				
Poutou	2.04	2.23	0.42		
Arthaud	5.21	3.04			0.21
Dupont-Aignan	2.00	0.13	0.34		0.46
Cheminade	1.29	8.24	1.50		0.45
Joly	2.48	5.47	2.37		3.17

5. Autres

A/ Autres sujets dans les interviews

Candidats	Anecdote	Médias	Vague
Hollande			
Sarkozy	1.46		
Bayrou	3.32	1.40	1.40
Mélenchon			
Le Pen	0.46		
Poutou	1.46		0.37
Arthaud		0.23	0.19
Dupont-Aignan	1.34		0.18
Cheminade	8.04	0.41	0.06
Joly	2.37		0.25

B/ Autres sujets dans les questions des auditeurs

Candidats	Anecdote	Médias	Vague
Hollande			0.14
Sarkozy	1.56		
Bayrou	5.21		
Mélenchon	0.46		
Le Pen	2.17	0.18	0.44
Poutou	1.44		0.11
Arthaud	4.12		
Dupont-Aignan	0.35		1.15
Cheminade	3.52		0.43
Joly		1.25	0.32

C/ Autres sujets : Résultats cumulés

Candidats	Anecdote	Médias	Vague
Hollande			0.14
Sarkozy	3.42		
Bayrou	8.53	1.40	1.40
Mélenchon	0.46		
Le Pen	3.03	0.18	0.44
Poutou	3.30		0.48
Arthaud	4.12	0.23	0.19
Dupont-Aignan	2.09		1.33
Cheminade	11.56	0.41	0.49
Joly	2.37	1.25	0.57

6. Résultats cumulés

A/ Résultats cumulés des interviews

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	32.33	7.27	0.56	1.30	0.00	42.26
Sarkozy	34.57	7.31	0.32	0.34	1.46	45.20
Bayrou	19.46	3.17	5.55	4.21	6.52	40.11
Mélenchon	20.32	9.23	5.00	3.43	0.00	38.38
Le Pen	27.01	4.41	6.54	0.26	0.46	39.48
Poutou	23.46	6.30	0.32	2.54	2.23	36.05
Arthaud	23.55	5.29	7.08	4.33	0.42	41.47
Dupont-Aignan	32.10	1.01	2.00	2.50	1.52	39.53
Cheminade	21.23	0.38	3.41	5.20	8.51	39.53
Joly	18.37	3.16	4.45	7.40	3.02	37.20

B/ Résultats cumulés des questions des auditeurs

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	26.03	7.03	1.24	1.59	0.14	36.43
Sarkozy	24.35	4.03	0.00	3.29	1.56	34.03
Bayrou	13.14	7.28	0.00	3.30	5.21	29.33
Mélenchon	22.36	4.28	1.08	0.32	0.46	29.30
Le Pen	21.50	7.50	1.42	0.00	3.19	34.41
Poutou	16.33	10.45	2.14	2.15	1.55	33.42
Arthaud	22.11	0.16	2.14	4.13	4.12	33.06
Dupont-Aignan	26.04	2.28	2.08	0.43	1.50	33.13
Cheminade	16.11	0.48	2.25	7.08	4.35	31.07
Joly	14.27	6.19	2.13	6.49	1.57	31.45

C/ Résultats cumulés

Candidats	Enjeux	Jeu	Commentaires	Discours Sur Soi	Autres	TOTAL
Hollande	58.36	14.30	2.20	3.29	0.14	1.19.09
Sarkozy	59.32	11.34	0.32	4.03	3.42	1.19.23
Bayrou	33.00	10.45	5.55	7.51	12.13	1.09.44
Mélenchon	43.08	13.51	6.08	4.15	0.46	1.08.08
Le Pen	48.51	12.31	8.36	0.26	4.05	1.14.29
Poutou	40.19	17.15	2.46	5.09	4.18	1.09.47
Arthaud	46.06	5.45	9.22	8.46	4.54	1.16.53
Dupont-Aignan	58.14	3.29	4.08	3.33	3.42	1.13.06
Cheminade	37.34	1.26	6.06	12.28	13.26	1.11.00
Joly	33.04	9.35	6.58	14.29	4.59	1.09.05